

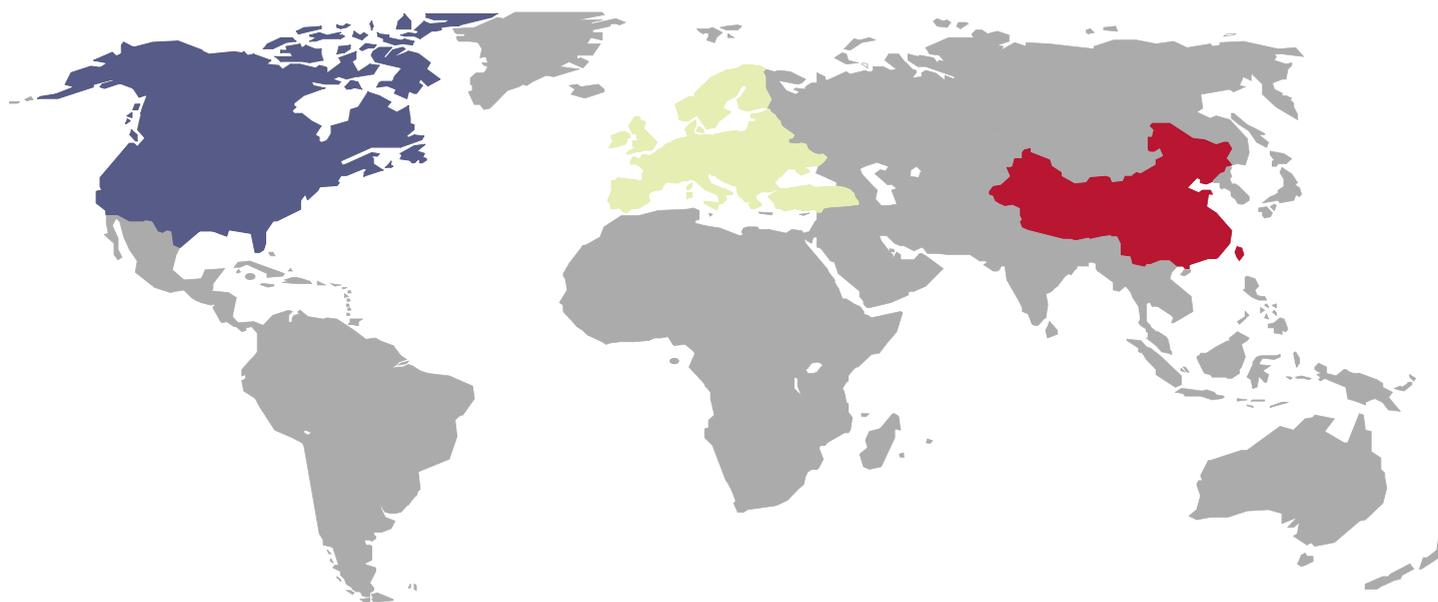


RAPPORT
ANNUEL

97



Notre virage international s'accroît



Savaria Corporation est le chef de file canadien et la deuxième plus importante entreprise nord-américaine engagée dans l'industrie de l'accessibilité. Elle conçoit, fabrique et distribue des produits répondant aux besoins des personnes à mobilité restreinte, principalement des sièges d'escalier, des plates-formes verticales et obliques, ainsi que des ascenseurs résidentiels et commerciaux. Par le biais de sa filiale Van-Action (2005) inc., Savaria effectue également la conversion et l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes handicapées. Ses ventes reposent principalement sur un réseau d'environ 600 détaillants en Amérique du Nord. Savaria réalise environ 60 % de ses ventes à l'extérieur du Canada et emploie plus de 300 personnes. Ses actions sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole SIS.

WWW.SAVARIACONCORD.COM

FAITS SAILLANTS

99

200 détaillants;
chiffre d'affaires de 7,8 millions \$

08

Entente de commercialisation
avec Vimec
Vente de l'immeuble de Laval

98

Mise en marché de la
plate-forme verticale Multilift
Superficie de l'usine :
de 25 000 à 31 000 pi²

07

Transfert des activités
manufacturières de Laval aux usines
d'Ontario et de Chine
Mise en marché
de l'ascenseur résidentiel Eclipse
Chiffre d'affaires : 57,5 millions \$

97

Mise en marché du
siège d'escalier B.07
Superficie de l'usine :
de 12 500 à 25 000 pi²

06

Intégration de Concord
et de Van-Action
Abandon des ventes directes
hors de Montréal
Nouvelle politique de dividendes
Chiffre d'affaires : 59,2 millions \$

96

100 détaillants;
chiffre d'affaires de 3 millions \$

05

Acquisition de Concord Elevator inc.
et des actifs de Van-Action inc.
Placement privé de 5,6 millions \$
600 détaillants
Chiffre d'affaires : 39,3 millions \$

95

Mise en marché de la
plate-forme oblique ES-125

04

Mise en marché de l'ascenseur
résidentiel Ultimo
300 détaillants
Chiffre d'affaires : 22,1 millions \$

94

Mise en marché de
l'ascenseur Télécab

03

Transfert à la Bourse de Toronto
Placement privé de 5 millions \$
Nouveau siège social à Laval (Québec)
Superficie de l'usine :
de 41 000 à 70 000 pi²
Chiffre d'affaires : 17,6 millions \$

91

Arrivée de Robert Berthiaume
Développement du réseau
de distributeurs américains

02

Mise en marché
du siège d'escalier Step-Saver
Inscription à la Bourse du
TSX Croissance
Début de l'approvisionnement
auprès de fournisseurs chinois

89

Acquisition par Marcel Bourassa
Cinq employés
Chiffre d'affaires de 200 000 \$

79

Fondation de la Société

01

Mise en marché du siège d'escalier
courbe Stairfriend
Superficie de l'usine :
de 31 000 à 41 000 pi²

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Il me fait plaisir de vous faire part une fois de plus de nos récentes réalisations, de l'évolution de notre industrie et des initiatives que nous prenons pour optimiser la prospérité de Savaria.

L'exercice 2007 a été marqué par la hausse rapide de la valeur de la devise canadienne et par l'effondrement du marché immobilier aux États-Unis – deux facteurs qui ont d'importantes répercussions sur nos activités et notre stratégie commerciale.

En vue d'optimiser la rentabilité de la Société, nous avons lancé diverses initiatives, dont la consolidation de nos activités manufacturières, la mise en marché de nouveaux produits et la conclusion de partenariats.

UN NOUVEAU CONTEXTE

En un an seulement, le contexte dans lequel Savaria évolue a considérablement changé. D'abord, l'envolée rapide du huard vers la parité avec le dollar américain a miné la rentabilité de nos activités, puisque 54 % de notre chiffre d'affaires provient des États-Unis.

Par ailleurs, la bulle immobilière résidentielle aux États-Unis a éclaté en 2007. L'effondrement du marché immobilier, combiné à la crise des prêts hypothécaires à haut risque, a miné la construction résidentielle, la confiance des consommateurs et la demande d'ascenseurs résidentiels. De récentes données montrent que les permis de construction ont diminué de 30 %, une tendance qui limitera la hausse de nos ventes d'ascenseurs résidentiels à court terme.

À l'opposé, la demande de produits d'accessibilité pour personnes âgées ou handicapées augmente à un rythme soutenu. Les ventes de sièges et de plateformes d'escalier sont en effet peu affectées par les soubresauts de l'économie. Près de 5,2 millions d'Américains de plus de 65 ans requéraient des équipements d'accessibilité en 2002. Or, ce nombre atteindra 6,2 millions en 2012, selon le U.S. Census Bureau. Le vieillissement de la population est un phénomène mondial et irréversible qui favorisera la vente de produits d'accessibilité pendant de nombreuses années à venir.

DES INITIATIVES MAJEURES

Ces changements macroéconomiques ont été d'une ampleur et d'une rapidité hors du commun. En revanche, nous avons réagi rapidement et misé sur nos principales forces – notre connaissance de l'industrie et du design industriel, la fabrication et la logistique d'approvisionnement, et un vaste réseau de distribution – et entrepris d'importantes démarches en vue de rétablir la rentabilité de la Société. Nous avons principalement :

- amélioré notre productivité manufacturière – La plus importante et déchirante décision a été celle de transférer nos activités de fabrication de Laval à notre usine de Brampton en Ontario et à celle d'un apparenté à Huizhou en Chine en décembre 2007.
- mis en marché de nouveaux produits – Savaria est réputée notamment pour la qualité de ses produits. Notre nouvel ascenseur résidentiel, mis en marché en septembre 2007 sous la marque de commerce Eclipse, ne fait pas exception. Déjà fort apprécié de nos distributeurs et des usagers, ce produit destiné principalement aux projets résidentiels à unités multiples offre de nombreux avantages, dont une grande facilité d'installation.
- accentué notre expansion sur la scène internationale par le biais de partenariats – Savaria a tout avantage à joindre ses forces à celles de partenaires pour réduire ses frais de fabrication, accroître sa gamme de produits et étendre ses activités sur le plan géographique. En plus de nos activités en Chine et de la recherche d'autres manufacturiers asiatiques, nous avons conclu en février 2008 une entente avec Vimec S.R.L. Cette entreprise italienne assurera la commercialisation de nos produits en Europe, et nous ferons de même pour ses produits en Amérique du Nord.

2008 – ANNÉE CHARNIÈRE

Nos activités de fabrication en Chine entreprises en 2002 et l'acquisition de Concord Elevator inc. réalisée en 2005 renforcent aujourd'hui notre positionnement et nous offrent d'intéressantes possibilités. Bénéficiant d'un solide bilan, nous avons assurément les ressources nécessaires pour adapter nos activités à l'évolution de notre industrie.

En 2008, nous continuerons de mettre à profit la synergie sur les plans opérationnel et administratif. Le transfert de nos activités manufacturières de Laval permettra de réaliser des économies opérationnelles d'environ 1,5 million \$ par année. Ces retombées se concrétiseront pleinement à la suite de la vente de notre immeuble au deuxième trimestre de 2008, laquelle dégagera des fonds de plus de 1,1 million \$. Par ailleurs, notre volume d'achats provenant de la Chine devrait une fois de plus doubler lors de l'exercice en cours.

Quant à notre entente avec Vimec, l'accréditation de nos produits respectifs est en cours et les retombées se matérialiseront à compter du troisième trimestre de 2008.

En somme, l'exercice 2008 sera une année charnière, pavant la voie à une augmentation soutenue de notre chiffre d'affaires et de notre marge bénéficiaire.

REMERCIEMENTS

Nous sommes conscients que le contexte exigeant dans lequel nous évoluons provoque maints changements et incertitudes. C'est avec tristesse que nous nous sommes vus dans l'obligation de remercier nombre d'employés en 2007. Je profite de cette occasion pour les remercier sincèrement de leur contribution au fil des ans.

Je souhaite également la bienvenue aux employés qui se sont récemment joints à notre équipe. Tous ensemble, 300 hommes et femmes, nous persévérerons et assurerons la prospérité de Savaria.

J'aimerais aussi souligner l'apport précieux des administrateurs de la Société qui ont participé à d'importantes décisions. Finalement, je remercie les actionnaires de Savaria, dont la patience a été mise à l'épreuve en 2007. Sachez que nous prenons tous les moyens afin que nos efforts se traduisent par l'augmentation de la valeur de votre placement.

Je vous remercie de votre attention et de votre intérêt pour Savaria.

Le président du conseil, président et chef de la direction,

Signé : Marcel Bourassa

Marcel Bourassa



PRINCIPALE USINE

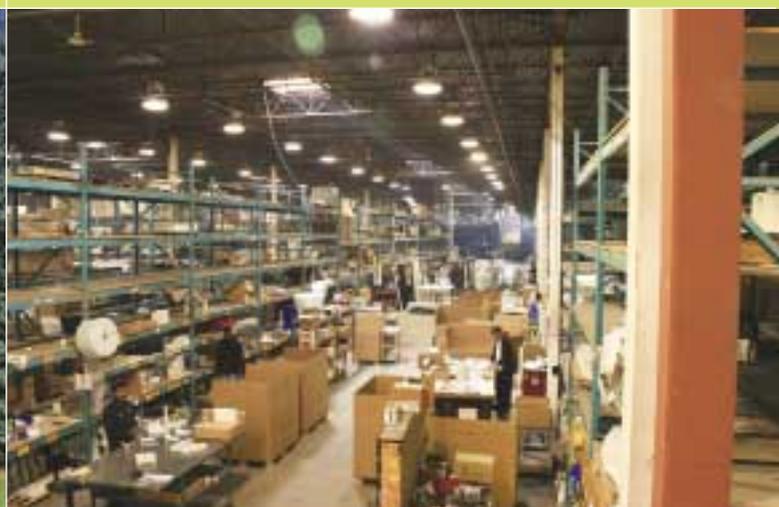


La principale usine de Savaria est située à Brampton, en Ontario. À la suite de la fermeture de l'usine de Laval en décembre 2007, la fabrication nord-américaine y est consolidée. D'une superficie de 210 000 pieds carrés et munie d'équipements à la fine pointe, elle possède une capacité de production de 100 millions \$ par année. Tous les ascenseurs de la Société y sont fabriqués, de même que les plateformes verticales et obliques.

Les services de soutien technique et après-vente, jadis dispensés à partir de Laval, sont également offerts de Brampton.

L'intégration des activités jadis lavalloises progresse à souhait. En quelques mois, près de 40 personnes se sont jointes à l'équipe de Brampton et d'importants travaux de réaménagement ont été complétés. Le niveau de productivité de cette usine, qui compte à présent quelque 200 employés, est déjà appréciable. Dès 2008, la consolidation des activités de fabrication nord-américaine favorisera d'importantes économies d'échelle, de même que l'uniformisation de la qualité des produits et du service après-vente de la Société.

Les ascenseurs, les plateformes et les sièges contiennent une multitude de composantes, dont bon nombre sont fabriquées par des entreprises partenaires et par l'usine d'un apparenté en Chine. Les employés de l'usine de Brampton s'affairent donc à concevoir et à assembler divers produits, lesquels sont expédiés à plus de 600 distributeurs et installateurs d'équipements d'accessibilité en Amérique du Nord.



USINE CHINOISE



Les employés chinois de Savaria Huizhou fabriquent et assemblent des sièges d'escaliers, des ouvre-portes automatiques et diverses composantes standards.

Active en Chine depuis 2002, Savaria Huizhou, une société apparentée à Savaria, accélère ses activités de fabrication dans ce pays en raison de l'appréciation du dollar canadien et du succès obtenu à ce jour. À la fin de l'exercice 2007, la superficie de cette usine est passée de 8 000 pieds carrés à 35 000 pieds carrés et son personnel, de 25 à 50 employés.

La qualité des produits fabriqués en Chine est évidemment une préoccupation de tous les instants. À cet égard, une équipe vérifie notamment la qualité des matières premières ainsi que les dimensions et le bon fonctionnement des produits fabriqués. Qui plus est, l'usine est approuvée par l'Electrotechnical Testing Laboratory et l'Association canadienne de normalisation pour l'assemblage des composantes électriques, et par le Bureau canadien de soudage pour tout ce qui a trait à la soudure. Par ailleurs, la Société envoie régulièrement des ingénieurs canadiens afin de superviser le transfert de certains processus et parfaire la formation des employés. Rien n'est laissé au hasard.

En raison d'un rapport qualité-prix inégalé, Savaria a doublé les expéditions en provenance de la Chine année après année. Favorisées par l'agrandissement de l'usine, l'embauche de personnel et la fabrication accrue de produits à la suite de la fermeture de l'usine lavalloise, les expéditions devraient atteindre près de 5 millions \$ en 2008.



éCLIPSE L'ASCENSEUR



Grâce à l'équipe de R-D de Savaria, à la capacité de l'usine de Brampton et aux synergies découlant des activités de fabrication en Asie, les distributeurs et les consommateurs sont assurés d'obtenir des produits de première qualité à prix très concurrentiel.

L'*Eclipse* ne fait pas exception, puisque c'est maintenant l'ascenseur compact (sans chambre des machines) le plus raffiné sur le marché. Lancé en octobre 2007, cet ascenseur procure un mouvement doux et stable, tout en occupant un minimum d'espace.

Ne requérant qu'un espace minimal pour le mécanisme d'entraînement, il s'installe facilement dans les maisons neuves comme existantes. De plus, les propriétaires peuvent choisir parmi un éventail d'options de décoration (fini, porte, accessoires) pour répondre à leurs besoins et à leurs goûts personnels.

Les opinions sur ce nouveau produit sont unanimes :

Nous venons de terminer l'installation de notre premier ascenseur *Eclipse* et j'ai vraiment été impressionné par sa qualité et son fonctionnement. La descente est exceptionnelle et les caractéristiques de série sont vraiment supérieures à ce qu'on retrouve dans les modèles concurrents. Bravo pour avoir conçu un ascenseur résidentiel inégalé !

TIM LORD
Nationwide Lifts

L'*Eclipse* est le meilleur nouveau produit de notre industrie. Notre première installation a requis à peu près le même temps que l'ascenseur *Infinity*. Je suis donc certain que notre prochaine installation nécessitera un jour de moins. Ce produit, parfaitement adapté aux immeubles à logements multiples, sera un excellent vendeur pour notre entreprise.

WILLIE WILLIAMS
Concord London

Savaria a produit le meilleur ascenseur résidentiel disponible sur le marché. Quand on considère sa facilité d'installation, son prix et sa décoration intérieure, l'*Eclipse* est un produit gagnant pour tous : nos constructeurs, les propriétaires de maisons et Gable Elevators. Maintenant, c'est vrai : nous pouvons offrir un excellent ascenseur à bon prix.

RICHARD M. GABLE
Gable Elevators

ENTENTE DE DISTRIBUTION MAJEURE

VIMEC



Les produits de Vimec sont construits conformément aux normes internationales en matière de qualité et de fiabilité. Tous ses produits respectent les directives européennes et portent donc l'inscription CE. Vimec a aussi été la première entreprise italienne de son secteur à obtenir la certification UNI EN ISO 9001.

Marcel Bourassa; Ettore Zoboli, directeur général de Vimec

Savaria a conclu une entente majeure avec *Vimec s.r.l.*, l'un des leaders européens de l'industrie de l'accessibilité (www.vimec.biz). Cette entente comporte deux volets : d'une part, Vimec vendra les produits de la Société par le biais de ses 200 distributeurs européens, situés principalement en Italie, en France, en Angleterre et en Espagne. D'autre part, Savaria distribuera les produits de son partenaire en Amérique du Nord.

Fondée en 1980, Vimec fabrique et distribue des ascenseurs, des plateformes et des sièges d'escalier. Ses produits, complémentaires à ceux de Savaria, sont offerts dans toutes les régions industrialisées du monde, sauf en Amérique du Nord. À l'opposé, moins de 10 % du chiffre d'affaires de Savaria provient de l'extérieur de l'Amérique du Nord. Cette entente, manifestement gagnante pour les deux parties, permettra à Savaria d'accroître sensiblement sa présence en Europe. Par conséquent, la direction prévoit doubler les ventes européennes peu après l'obtention des certifications nécessaires.



DISTRIBUTION DES PRODUITS MERITS

Savaria a conclu une entente avec Merits Health Products Co. en vertu de laquelle la Société a obtenu la distribution exclusive des produits de Merits au Canada et un droit de vente aux États-Unis. Merits, basée à Taiwan, fabrique plus de 100 000 fauteuils roulants et quadriporteurs par année. Comptant parmi les chefs de file de son industrie, elle conçoit des produits de première qualité certifiés par diverses autorités réglementaires telles que : FDA (É.-U.), CE (Europe), JIS (Japon), TUV et ISO.

Puisqu'ils s'adressent aux personnes à mobilité restreinte, les produits de Merits se veulent un complément parfait aux véhicules adaptés et aux ascenseurs qu'offre Savaria. D'une part, la Société élargit sa gamme de produits, favorisant la satisfaction et la fidélisation de sa clientèle. D'autre part, elle pourra offrir les produits de Merits par le biais de ses nombreux concessionnaires, détaillants et installateurs partenaires.

Grâce à son vaste réseau de distribution canadien, Savaria, par le biais de sa filiale Van-Action, compte se positionner rapidement dans les secteurs des fauteuils roulants et des quadriporteurs au pays. Cette entente, qui cadre parfaitement avec sa stratégie de développement, favorisera la hausse de ses ventes à compter du deuxième semestre de l'exercice en cours.



RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MARCEL BOURASSA, B.A.A.
Président du conseil, président,
chef de la direction et secrétaire
Savaria Corporation

JEAN-MARIE BOURASSA*, C.A.
Chef de la direction financière
Savaria Corporation

ROBERT BERTHIAUME, ING.
Vice-président, recherche et développement
Ascenseurs Savaria Concord inc.

NORMAND BALTHAZARD*
Administrateur et président du comité
de vérification

JEAN-LOUIS CHAPDELAINÉ
Administrateur

PETER DRUTZ*
Administrateur

* Membres du comité de vérification

**L'assemblée générale
annuelle des actionnaires
se tiendra le jeudi
15 mai 2008, à 11 h, au
salon Bleu du Ritz-Carlton
Montréal, situé au
1228 rue Sherbrooke ouest,
Montréal (Québec).**

DIRIGEANTS

SAVARIA CORPORATION
Marcel Bourassa, B.A.A.
Président du conseil,
président et chef de la direction

Hélène Bernier, C.A.
Vice-présidente, finances

ASCENSEURS SAVARIA CONCORD INC.
Bill Richardson
Vice-président exécutif

VAN-ACTION (2005) INC.
Michel Dubé
Président

SIÈGE SOCIAL

SAVARIA CORPORATION
2724 rue Étienne Lenoir
Laval (Québec) Canada H7R 0A3
Téléphone : 450 681-5655
Tél. sans frais : 1 800 931-5655
Télécopieur : 450 681-4745
Courriel : savaria@savaria.com

ASCENSEURS SAVARIA CONCORD INC.
107, boulevard Alfred Kuehne
Brampton (Ontario) Canada L6T 4K3
Téléphone : 905 791-5555
Tél. sans frais : 1 800 661-5112

VAN-ACTION (2005) INC.
4870, rue Courval
Saint-Laurent (Québec)
Canada H4T 1L1
Téléphone : 514 342-5000
Tél. sans frais : 1 800 668-8705

BANQUIER

Banque Nationale du Canada

VÉRIFICATEURS

PricewaterhouseCoopers, s.r.l.

CONSEILLERS JURIDIQUES

Lévesque Gravel et associés
McLeod & Co.
Blake Cassels and Graydon LLP

AGENT DE TRANSFERTS ET AGENT POUR LA TENUE DES REGISTRES

Société de Fiducie Computershare
du Canada

INFORMATIONS BOURSIÈRES

Les actions de Savaria Corporation
sont inscrites à la cote de la Bourse
de Toronto sous le symbole SIS.
Les actionnaires qui désirent obtenir
la notice annuelle ou toute autre
documentation sur la Société sont
priés de transmettre leur demande par
écrit, par télécopieur ou par courriel au
siège social de la Société.

SERVICE À LA CLIENTÈLE

Afin de connaître le détaillant
de produits Savaria le plus
près de chez vous, veuillez consulter
le site internet de la Société :
www.savariaconcord.com

 **SAVARIA**
Votre partenaire en accessibilité



Télécab

Infinity

Orion

V1504-STD

V1504-ALPE

Multilift

ES-125 P

Eclipse

Step-Saver



SAVARIA CORPORATION

Rapport de gestion

pour les périodes de trois et douze mois terminées le 31 décembre 2007

Contenu

- 1. Portée du rapport de gestion**
- 2. Énoncés de nature prospective et mise en garde**
- 3. Conformité avec les principes comptables généralement reconnus au Canada**
- 4. Survol des activités**
- 5. Contexte commercial**
- 6. Vision et stratégie**
- 7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2007**
- 8. Sommaire des trois derniers exercices**
- 9. Résumé des résultats trimestriels**
- 10. Résultats d'exploitation**
- 11. Situation financière**
- 12. Situation de trésorerie**
- 13. Principales estimations comptables**
- 14. Modification de conventions comptables**
- 15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière**
- 16. Obligations contractuelles**
- 17. Arrangements hors bilan**
- 18. Opérations entre apparentés**
- 19. Instruments financiers**
- 20. Risques et incertitudes**
- 21. Perspectives**

1. Portée du rapport de gestion

Ce rapport de gestion vise à aider le lecteur à mieux comprendre les activités de Savaria Corporation et les éléments clés de ses résultats financiers. Il traite, notamment, de la situation financière et des résultats d'exploitation de la société pour les périodes de trois et douze mois terminées le 31 décembre 2007 en les comparant aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice 2006. Il présente également une comparaison de ses bilans au 31 décembre de 2007 et de 2006. À moins d'indication contraire, les termes « société » et « Savaria » font référence à Savaria Corporation et ses filiales.

Préparé conformément au *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, ce rapport doit être lu de concert avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes y afférentes et le rapport de gestion qui figurent dans le rapport annuel 2007 de la société. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Les états financiers et le rapport de gestion ont été revus par le comité de vérification de Savaria et approuvés par son conseil d'administration.

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 13 mars 2008. Des renseignements supplémentaires, incluant la notice annuelle d'information, sont disponibles sur le site Internet de SEDAR à www.sedar.com.

2. Énoncés de nature prospective et mise en garde

Certains énoncés formulés dans ce rapport de gestion peuvent être de nature prospective. Les énoncés prospectifs sont associés à des risques connus et inconnus, à des incertitudes ainsi qu'à d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats, les rendements et les réalisations réels de la société diffèrent substantiellement des résultats, rendements ou réalisations futurs exprimés ou supposés par ces énoncés prospectifs. Savaria décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés de nature prévisionnelle consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à tout autre événement. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une confiance exagérée à ces énoncés de nature prévisionnelle.

3. Conformité avec les principes comptables généralement reconnus au Canada

Les états financiers de la société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Toutefois, la société utilise à des fins d'analyse le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») afin de mesurer sa performance financière. Cette mesure n'a aucune définition normalisée selon les PCGR. Elle est donc considérée comme une mesure non conforme aux PCGR. En conséquence, cette mesure pourrait ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres entreprises. Le BAIIA permet de comparer notre rendement d'exploitation de manière constante. Celui-ci est présenté dans le présent rapport de gestion afin d'offrir au lecteur des informations supplémentaires concernant les liquidités de la société et sa capacité à générer des fonds pour financer ses activités, ne remplaçant toutefois pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR.

4. Survol des activités

Les activités de Savaria Corporation se déploient en trois secteurs : le secteur *Ascenseurs*, le secteur *Accessibilité et le secteur Transport adapté*. Le premier et le deuxième sont assurés par la filiale Ascenseurs Savaria Concord qui conçoit, fabrique et distribue des produits répondant aux besoins des personnes à mobilité réduite, principalement des sièges d'escalier, des plates-formes verticales et obliques, ainsi que des ascenseurs résidentiels et commerciaux. La société se situe au premier rang au Canada et en deuxième place aux États-Unis au sein de l'industrie de l'accessibilité. Sa gamme élargie de produits est offerte par le biais d'un réseau comptant quelque 600 détaillants, lesquels sont principalement situés en Amérique du Nord. Le troisième secteur est assuré par le biais de la filiale Van-Action (2005) qui effectue la conversion et l'adaptation de véhicules automobiles. Elle offre principalement des mini-fourgonnettes à plancher abaissé également pour les personnes à mobilité réduite. Les revenus annualisés des secteurs *Ascenseurs et Accessibilité* représentent près de 49 M \$ alors que ceux du secteur *Transport adapté* sont de 9 M \$ pour un revenu total de près de 58 M \$.

Savaria, dont le siège social est situé à Laval (Québec), compte deux installations : une usine de 210 000 pieds carrés à Brampton (Ontario) et une usine de 70 000 pieds carrés à Ville St-Laurent (Québec). Tel qu'annoncé le 11 octobre 2007, la société a procédé à la fermeture de son usine de fabrication de Laval le 21 décembre dernier. La production de cette installation a été transférée à son usine de Brampton, Ontario et à celle d'un apparenté en Chine.

La société a inclus une entité à détenteurs de droits variables (« EDDV ») à sa sphère de consolidation au 31 décembre 2007. L'entité en question, Savaria (Huizhou) Mechanical Equipment Manufacturing Co. LTD, est détenue par un apparenté et le transfert du capital-actions à la société est prévu au cours du premier semestre de 2008. L'entité qui se situe à Huizhou, Chine effectue des sous assemblages de composantes de produits d'accessibilité ainsi que des produits finis pour le compte de la société et de ses filiales. Elle opère dans une installation de 35 000 pieds carrés et emploie quelque 35 personnes.

Pour l'exercice 2007, les revenus de Savaria ont émané des États-Unis (54 %), du Canada (40 %) et, dans une moindre mesure, de l'extérieur de l'Amérique du Nord (6 %). La société emploie quelque 300 personnes et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole SIS.

5. Contexte commercial

Les produits constituant le marché de l'accessibilité sont vendus, d'une part, aux utilisateurs de fauteuil roulant, et d'autre part, aux personnes âgées éprouvant des problèmes de mobilité. Pour ceux-ci, les escaliers et les entrées surélevées deviennent ainsi d'importants obstacles. Par conséquent, plus la population vieillit, plus les personnes ayant recours aux produits d'accessibilité seront nombreuses, comme le démontre le tableau ci-dessous.

En millions	<u>2002</u>	<u>2007</u>	<u>2012</u>	<u>2030</u>
Population des États-Unis	288,4	304,8	321,4	364,0
Population de 65 ans et plus	35,6	37,9	42,8	71,0
Population de 65 ans et plus requérant des équipements d'accessibilité	5,2	5,5	6,2	10,4

Sources : *U.S. Census Bureau, Freedonia Group*

Chaque mois, 800 000 personnes de plus atteignent l'âge de 65 ans à l'échelle mondiale. Les gens âgés de 65 ans et plus représentaient 12 % de la population américaine en 2002, cette proportion devant atteindre 20 %, soit plus de 70 millions de personnes, en 2030. Le *U.S. Census Bureau* envisage que le nombre de personnes handicapées augmentera deux fois plus rapidement que la population du pays. En fait, il prévoit que près de 500 000 américains de plus par année souffriront d'un handicap, portant leur nombre à 35,4 millions en 2030. Le phénomène est encore plus sévère au Canada, où les personnes âgées représentaient 13,1 % de la population en 2005, alors que cette proportion atteindra 23,1 % en 2030. Il est évalué que 14,6 % de ces personnes nécessiteront des équipements d'accessibilité, pourcentage qui augmentera pour deux raisons : d'une part, la durée de vie moyenne augmente, et d'autre part, les personnes âgées sont de plus en plus fortunées et auront ainsi les moyens de demeurer dans leur propre résidence.

Ces changements fondamentaux auront indéniablement d'importantes conséquences sur la demande de produits d'accessibilité. De surcroît, en raison du vieillissement de la population et des coûts élevés de maintien en institution des personnes à mobilité restreinte, divers organismes publics et privés, tant aux États-Unis qu'au Canada, pourraient rembourser le coût de ces appareils, à l'instar de certains pays européens.

En plus des facteurs démographiques, la demande des produits d'accessibilité est aussi influencée par la conjoncture économique et le marché de la construction résidentielle et institutionnelle.

Quant au contexte concurrentiel, cinq principales entreprises, toutes privées ou filiales de grandes entreprises, visent le même marché que Savaria. Puisque 85 % des produits de la société sont fabriqués sur mesure, la fabrication et les importations à grande échelle ne représentent guère une menace sérieuse. Bien que les produits concurrentiels soient de bonne qualité et offerts à prix compétitifs, Savaria se distingue par sa flexibilité opérationnelle, par la fiabilité et la sécurité de ses produits et par la qualité de son service après-vente.

Le marché du détail, quant à lui, est très fragmenté. On dénombre en Amérique du Nord plus d'un millier de points de vente de produits favorisant l'accessibilité.

6. Vision et stratégie

Notre vision

Être un chef de file dans le design, la fabrication et la distribution de produits favorisant la mobilité de la personne.

Notre stratégie

La stratégie de Savaria pour les prochains mois s'appuie sur les éléments suivants :

- finaliser l'intégration des opérations de l'usine de Laval à nos usines de Brampton et de Chine afin d'optimiser notre rentabilité;
- compléter la mise en marché d'un nouvel ascenseur résidentiel « Eclipse », lequel ne requiert aucune chambre mécanique, ainsi que d'une nouvelle gamme d'ouvre portes automatiques qui s'intègrent parfaitement à nos ascenseurs et plate-formes;
- profiter davantage des économies potentielles émanant de la fabrication de composantes en Chine :
À cet égard, la superficie de l'usine de fabrication de Huitzhou est passée de 8 000 pieds carrés à 35 000 pieds carrés au troisième trimestre; et
- être à l'affût d'acquisitions et de partenariats potentiels qui permettront d'accroître de façon significative le chiffre d'affaires de la société.

Par la mise en oeuvre de ces stratégies, nous espérons devenir l'un des investissements les plus attrayants de notre secteur d'activité au cours des prochaines années.

7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2007

Hausse des ventes de 2,3% pour le quatrième trimestre et de 2,7 % pour l'exercice excluant l'abandon des ventes directes et l'augmentation de la valeur du dollar canadien

Au quatrième trimestre de 2007, le chiffre d'affaires est en baisse de 5,4 % par rapport aux ventes enregistrées au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Hormis l'effet de l'abandon des ventes directes à l'extérieur de la région de Montréal en 2006 (1,3 %) et l'effet de la variation du taux de change du dollar américain (6,4 %), le chiffre d'affaires a augmenté de 2,3 %.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, le chiffre d'affaires est en baisse de 4,6 % par rapport à l'exercice précédent. Hormis l'effet de l'abandon des ventes directes à l'extérieur de la région de Montréal en 2006 (5,1 %) et l'effet de la variation du taux de change du dollar américain (2,2 %), le chiffre d'affaires a augmenté de 2,7 %.

Baisse du bénéfice d'exploitation de 41 % pour le quatrième trimestre et de 13 % pour l'exercice excluant l'augmentation de la valeur du dollar canadien

Le bénéfice d'exploitation du quatrième trimestre 2007 a atteint 72 000 \$ et 2 M \$ pour l'exercice, comparativement à 919 000 \$ et 3,1 M \$, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2006. Cette diminution inclut l'effet négatif du taux de change de 471 000 \$ pour le trimestre et de 651 000 \$ pour l'exercice.

Gain de change de 169 000 \$ pour le quatrième trimestre et perte de 927 000 \$ pour l'exercice

Un gain de change de 169 000 \$ a été enregistré au quatrième trimestre de 2007 principalement en raison de contrats de change encaissés durant le trimestre. Une perte de change de 927 000 \$ a été enregistrée pour

l'exercice principalement en raison du taux de clôture du dollar canadien par rapport au dollar américain de 0,9913 comparativement à un taux de 1,1654 au 31 décembre 2006.

Enregistrement d'éléments inhabituels s'élevant à 850 000 \$ dans le quatrième trimestre

Plusieurs éléments inhabituels ayant un impact défavorable sur le bénéfice avant impôts sur les bénéfices ont été reconnus au quatrième trimestre de 2007 dans les Autres revenus et charges et dans la radiation d'actifs. Ces éléments incluent une dévaluation des placements en papier commercial adossé à des actifs (« PCAA ») (254 000 \$), l'inclusion aux résultats de la perte d'une entité à détenteurs de droits variables (164 000 \$), une charge de rémunération à base d'actions suite à l'émission d'un prêt à un employé (108 000 \$) ainsi que la comptabilisation de frais de restructuration (224 000 \$) et la dévaluation d'actifs suite à la fermeture de l'usine de Laval (100 000\$).

8. Sommaires des trois derniers exercices

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les trois derniers exercices.

(en milliers, sauf les montants par action et les pourcentages)	2007	2006	2005
Taux de change de fin d'année du dollar U.S.	0,9913	1,1654	1,1630
Chiffre d'affaires	57 520 \$	60 298 \$	39 606 \$
<i>Bénéfice brut en % du chiffre d'affaires</i>	23,5 %	26,6 %	29,3 %
Frais de vente et d'administration par rapport au chiffre d'affaires	18,1 %	19,0 %	18,3 %
Bénéfice d'exploitation	2 049 \$	3 097 \$	3 658 \$
<i>% du chiffre d'affaires</i>	3,6 %	5,1 %	9,2 %
Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA)	1 351 \$	4 857 \$	4 794 \$
BAIIA par action dilué	0,047 \$	0,164 \$	0,198 \$
Gain (perte) sur change	(927) \$	351 \$	285 \$
Bénéfice (perte) net(te)	(324) \$	1 904 \$	2 630 \$
Bénéfice (perte) net(te) par action - de base	(0,011) \$	0,065 \$	0,124 \$
Bénéfice net par action – dilué	(0,011) \$	0,064 \$	0,108 \$
Dividendes déclarés par action	0,082 \$	0,022 \$	0,025 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	28 371	29 669	24 277
Actif total	38 705 \$	40 261 \$	43 862 \$
Passif total	16 082 \$	13 924 \$	17 096 \$
Capitaux propres	22 623 \$	26 337 \$	26 766 \$

En 2005, Savaria a réalisé deux acquisitions, soit les actifs de Van-Action Inc. en juin et 100% du capital-actions en circulation de Concord Elevator Holdings Inc en septembre. Cette stratégie de croissance a porté fruits puisque ses revenus sont passés de 40 millions \$ en 2005 à 57,5 millions \$ en 2007.

Par leur nature, les activités acquises en 2005 génèrent des marges bénéficiaires brutes moindres. L'abandon des ventes directes à l'extérieur de la région de Montréal ainsi que la diminution du taux de change du dollar US à comparer au dollar canadien ont aussi eu un impact défavorable sur les marges bénéficiaires brutes. Par conséquent, la marge globale est passée de 35,1 % en 2004 à 23,5 % en 2007.

Outre l'impact de l'augmentation de valeur du dollar canadien, plusieurs éléments inhabituels ayant un impact défavorable sur le bénéfice net ont été reconnus en 2007, tel que mentionné dans les *Faits saillants*.

La nouvelle politique de dividendes adoptée en 2006 a permis l'augmentation du dividende déclarée par action en 2007.

La conversion de 7 millions d'actions privilégiées en actions ordinaires, l'émission de 4 249 984 actions dans le cadre d'acquisitions d'entreprises et de 2 786 000 actions dans le cadre d'un placement privé en 2005, et par la suite, l'annulation d'actions suite au rachat public d'actions aux nombres de 621 300 en 2006 et de 911 000 en 2007 ont contribué à la majeure partie de la variation du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation depuis 2005.

9. Résumé des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres. La direction est d'avis que l'information non vérifiée liée à ces trimestres a été préparée de la même façon que les états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 2007.

(en milliers, sauf les montants par action et les pourcentages)	2007				2006			
	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre
	4	3	2	1	4	3	2	1
Taux de change de fin de trimestre du dollar U.S.	0,9913	0,9948	1,0654	1,1546	1,1654	1,1177	1,1162	1,1680
Chiffre d'affaires	14 006 \$	14 527 \$	14 805 \$	14 182 \$	14 801 \$	14 468 \$	15 652 \$	15 377 \$
<i>Bénéfice brut en % du chiffre d'affaires</i>	20,5 %	24,9 %	22,9 %	25,9 %	27,5 %	25,1 %	27,7 %	25,9 %
Frais de vente et d'administration par rapport au chiffre d'affaires	17,9 %	19,1 %	16,6 %	18,9 %	18,1 %	18,6 %	20,1 %	19,2 %
Bénéfice d'exploitation	72 \$	565 \$	662 \$	749 \$	919 \$	698 \$	727 \$	753 \$
<i>% du chiffre d'affaires</i>	0,5 %	3,9 %	4,5 %	5,3 %	6,2 %	4,8 %	4,7 %	4,9 %
Bénéfice (perte) avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA)	(318) \$	452 \$	276 \$	940 \$	1 705 \$	1 150 \$	895 \$	1 107 \$
BAIIA par action dilué	(0,011) \$	0,016 \$	0,010 \$	0,033 \$	0,059 \$	0,039 \$	0,030 \$	0,037 \$
Gain (perte) sur change	169 \$	(387) \$	(658) \$	(51) \$	398 \$	46 \$	(124) \$	31 \$
Bénéfice (perte) net(te)	(886) \$	14 \$	(90) \$	639 \$	692 \$	581 \$	87 \$	544 \$
Bénéfice (perte) net(te) par action - de base	(0,032) \$	-	(0,003) \$	0,022 \$	0,024 \$	0,020 \$	0,003 \$	0,018 \$
Bénéfice net par action – dilué	(0,032) \$	-	(0,003) \$	0,022 \$	0,024 \$	0,020 \$	0,003 \$	0,018 \$
Dividendes déclarés par action	-	-	-	0,082 \$	-	-	0,022 \$	-
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	28 076	28 438	28 702	28 773	29 091	29 719	29 900	29 962

Comme le démontre le tableau ci-dessus, le principal élément responsable de la diminution des ventes au fil des trimestres est l'augmentation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain. Puisque 55% des entrées de fonds sont réalisées en dollar US et que les déboursés en dollar US ne représentent que 37% de ces entrées de fonds, l'augmentation de 18 % du dollar canadien entre le 1^{er} trimestre de 2006 et le 4^e trimestre de 2007 a un effet direct défavorable sur le bénéfice d'exploitation et sur le BAIIA.

La rubrique qui suit fournit une analyse détaillée des résultats d'exploitation du quatrième trimestre de l'exercice 2007 par rapport au même trimestre en 2006, et des résultats cumulatifs de l'exercice 2007 comparativement à l'année antérieure. L'analyse détaillée des trimestres précédents est fournie dans les rapports de gestion intermédiaires des exercices 2007 et 2006, disponibles sur SEDAR (www.sedar.com).

10. Résultats d'exploitation

Les tableaux suivants présentent certaines données sur les résultats du quatrième trimestre (3 mois) ainsi que sur l'exercice terminé le 31 décembre 2007 (12 mois).

Fluctuation des devises

Tel que mentionné ci haut, étant donné la proportion supérieure des ventes en dollar américain par rapport aux achats, les résultats de la société sont exposés à la fluctuation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Le tableau suivant résume l'effet de la fluctuation de cette devise sur les principaux postes de l'état des résultats pour les périodes de trois et douze mois terminées le 31 décembre 2007, par rapport aux taux de change en vigueur aux mêmes périodes de l'année précédente. À noter que les résultats ont été normalisés afin d'exclure les gains ou pertes provenant de l'utilisation de contrats de change.

Impact défavorable de la fluctuation du dollar US excluant les contrats de change (en milliers de dollars)	3 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	1 186 \$	1 749 \$
Bénéfice brut	709 \$	1 091 \$
BAIIA	641 \$	2 243 \$

Afin de réduire les risques liés aux fluctuations des taux de change, la société utilise des instruments financiers dérivés, tel que des contrats de change à terme, qui sont comptabilisés à la juste valeur au bilan. À cet égard, un gain de 205 000 \$ a été enregistré dans les ventes et de 101 000 \$ dans les autres revenus et charges, pour un gain total de 306 000 \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2007. Pour l'exercice se terminant à la même date, un gain de 411 000 \$ a été enregistré dans les ventes et de 225 000 \$ dans les autres revenus et charges, pour un gain total de 636 000 \$. Compte tenu que des pertes sur contrats de change ont été comptabilisés en réduction des ventes en 2006, aux montants de 33 000 \$ pour le quatrième trimestre et de 29 000 \$ pour l'année, l'effet net favorable de l'utilisation des contrats de change en 2007 est de 238 000 \$ pour le quatrième trimestre et de 440 000 \$ pour l'année.

Le tableau suivant démontre l'effet de la fluctuation du taux de change et de l'utilisation de contrats de change pour les périodes de trois et douze mois terminées le 31 décembre 2007, par rapport aux taux de change en vigueur aux mêmes périodes de l'année précédente.

Impact défavorable de la fluctuation du dollar US incluant les contrats de change (en milliers de dollars)	3 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	948 \$	1 309 \$
Bénéfice brut	471 \$	651 \$
BAIIA	302 \$	1 578 \$

Bénéfice brut

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois			12 mois		
	2007	2006	Variation %	2007	2006	Variation %
Taux de change moyen effectif ⁽¹⁾	1,0072	1,1281	(0,1209)	1,0909	1,1319	(0,0410)
Chiffre d'affaires	14 006 \$	14 801 \$	-5,4 %	57 520 \$	60 298 \$	-4,6 %
Coût des marchandises vendues	11 138 \$	10 729 \$	3,8 %	43 979 \$	44 267 \$	-0,7 %
Bénéfice brut	2 868 \$	4 072 \$	-29,6 %	13 541 \$	16 031 \$	-15,5 %
% du chiffre d'affaires	20,5 %	27,5 %	s.o.	23,5 %	26,6 %	s.o.

⁽¹⁾ Calculé en tenant compte des contrats de change utilisés au cours de la période

Au quatrième trimestre de 2007, le chiffre d'affaires est en baisse de 5,4 % par rapport aux ventes enregistrées au quatrième trimestre de l'exercice précédent et en baisse de 4,6 % pour l'exercice au complet. La variation est principalement attribuable à l'abandon des ventes directes à l'extérieur de la région de Montréal en 2006 et à la hausse du dollar canadien. De fait, l'arrêt des ventes directes représente une baisse de 187 000 \$ (1,3 % des ventes) pour le trimestre et de 3,1 M \$ (5,1 % des ventes) pour l'année 2007, tandis que l'effet de la variation du taux de change sur les ventes, en incluant les gains ou pertes provenant de l'utilisation de contrats de change, est une baisse de 948 000 \$ (6,4 % des ventes) pour le trimestre et de 1,3 M \$ (2,2 % des ventes) pour l'année 2007. En tenant compte des contrats de change utilisés, les ventes en dollar US ont été constatées à un taux de conversion moyen de 1,0072 durant le quatrième trimestre 2007 et de 1,0909 pour l'année 2007, alors que ce taux s'établissait à 1,1281 et à 1,1319 pour les mêmes périodes de 2006. Hormis l'abandon des ventes directes

et la variation défavorable du taux de change, le chiffre d'affaires a augmenté de 2,3 % pour le quatrième trimestre 2007 et de 2,7 % pour l'exercice au complet.

Les ventes aux États-Unis se sont établies à 7,4 M \$ au quatrième trimestre de 2007 contre 7,8 M \$ au même trimestre de 2006 et à 30,9 M \$ pour la période de douze mois en 2007 contre 31,6 M \$ pour la même période en 2006. Les ventes à l'extérieur de l'Amérique du Nord ont représenté 6,5 % des ventes pour la période de douze mois se terminant le 31 décembre 2007, en regard de 7,2 % pour l'année 2006. Par conséquent, la proportion du chiffre d'affaires provenant de l'extérieur du Canada s'est chiffrée à 60,2 %, comparativement à 59,5 % pour l'exercice précédent.

Quant au bénéfice brut, il a diminué de 4 M \$ à 2,9 M \$ au quatrième trimestre de 2007 par rapport à la même période en 2006 représentant une baisse de 7% de la marge brute qui est passée de 27,5 % à 20,5 %. La hausse de la valeur du dollar canadien explique en partie cette baisse avec un impact défavorable de 1,9% sur la marge brute. Les autres éléments expliquant la variation sont la radiation des inventaires de deux produits discontinués, la perte de revenus provenant d'une sous-location d'une portion de l'usine de Brampton, l'ajout de main d'œuvre indirect pour le transfert des opérations de Laval à Brampton et les coûts reliés à l'inefficacité provenant de la fermeture de l'usine de Laval.

Pour la période de douze mois, le bénéfice brut est passé de 16,0 M \$ à 13,5 M \$ en 2007 représentant une baisse de 3,1% sur la marge brute qui est passée de 26,6 % à 23,5 %. Les éléments mentionnés ci haut concernant le quatrième trimestre expliquent cette baisse.

Bénéfice d'exploitation

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois			12 mois		
	2007	2006	Variation %	2007	2006	Variation %
Frais de vente et d'administration	2 503 \$	2 683 \$	-6,7 %	10 418 \$	11 462 \$	-9,1 %
Frais de vente et d'administration par rapport aux ventes	17,9 %	18,1 %	s.o.	18,1 %	19,0 %	s.o.
Bénéfice d'exploitation	72 \$	919 \$	-92,2 %	2 049 \$	3 097 \$	-33,8 %
% du chiffre d'affaires	0,5 %	6,2 %	s.o.	3,6 %	5,1 %	s.o.
BAIIA	(318) \$	1 705 \$	-118,7 %	1 351 \$	4 857 \$	-72,2 %

Les frais de vente et d'administration ont diminué de 6,7 % au quatrième trimestre de 2007 comparativement au même trimestre de 2006 et ont reculé de 9,1 % pour la période de douze mois. Cette diminution résulte en grande partie de la fermeture des bureaux de ventes directes de la société situés en Ontario, en Floride et au Vermont en 2006. Cette décision a permis des économies de 53 000 \$ au quatrième trimestre de 2007 et de 773 000 \$ pour la période de douze mois. Également, une gestion plus serrée des dépenses de la filiale Van-Action (2005) a généré des économies de 32 000 \$ au troisième et de 216 000 \$ pour la période de douze mois.

Le bénéfice d'exploitation par rapport au chiffre d'affaires est considérablement plus bas au quatrième trimestre et dans une moindre mesure, pour l'année 2007, se situant à 3,6 % pour cette période de douze mois contre 5,1 % en 2006. La diminution des frais de ventes et d'administration et la charge d'amortissement des autres éléments d'actifs moindres en 2007, ainsi que la radiation en juin 2006 des frais de pré-exploitation reportés au montant de 147 000 \$ reliée à l'arrêt des activités de ventes directes en Floride n'ont pas été suffisant pour combler le manque à gagner provenant de la baisse du bénéfice brut.

Bénéfice net

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois			12 mois		
	2007	2006	Variation %	2007	2006	Variation %
Autres revenus (charges)	(648) \$	290 \$	-323,4 %	(1 827) \$	351 \$	-620,5 %
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(576) \$	1 210 \$	-147,6 %	222 \$	3 448 \$	-93,6 %
Impôts sur les bénéfices	311 \$	517 \$	-39,8 %	546 \$	1 544 \$	-64,6 %
Bénéfice (perte) net(te)	(886) \$	692 \$	-228,0 %	(324) \$	1 904 \$	-117,0 %
% du chiffre d'affaires	-6,3 %	4,7 %	s.o.	-0,6 %	3,2 %	s.o.

Les autres revenus et charges sont défavorables en 2007 par rapport à 2006 en raison de la diminution des gains de change de 229 000 \$ pour le quatrième trimestre de 2007 comparativement à la même période de 2006 et de l'augmentation des pertes de change de 1,3 M \$ pour les quatre trimestres. Ces pertes de change proviennent principalement des variations de taux de change sur les éléments monétaires libellés en dollars US. Le gain de change total enregistré dans les autres revenus et charges s'élève donc à un montant de 169 000 \$ pour le quatrième trimestre 2007 contre un gain de 398 000 \$ pour la période correspondante de 2006, tandis qu'une perte de change de 927 000 \$ est enregistrée pour la période de douze mois de 2007 contre un gain de 351 000 \$ pour la période correspondante de 2006.

Également, plusieurs charges inhabituelles ont été enregistrées parmi les autres revenus et charges durant le quatrième trimestre de 2007. Suite à la fermeture de l'usine de Laval, une dévaluation d'actifs de 100 000 \$ a été enregistrée, ainsi que des frais de restructuration au montant de 224 000 \$. Ces frais comprennent des indemnités de départ de 171 000 \$ ainsi que des frais reliés au transfert des opérations aux autres usines de la société de 53 000 \$. Un montant de 254 000 \$ a été enregistré comme dévaluation des PCAA (voir section 20, Risques et incertitudes) De plus, une perte de 164 000 \$ encourue par une entité à détenteurs de droits variables a été incluse aux résultats. L'entité en question est détenue par un apparenté à la société et cette dernière prévoit le transfert du capital actions à la société au cours du premier semestre de 2008. Finalement, une charge de rémunération à base d'actions de 108 000 \$ a été reconnue suite à l'émission d'un prêt à un employé pour l'achat d'actions.

Bien que les impôts sur les bénéfices ont considérablement diminué pour la période de douze mois se terminant le 31 décembre 2007 par rapport à la même période en 2006, le taux d'impôt effectif pour le quatrième trimestre de 2007 (-54,0 %) et pour l'exercice au complet (245,9 %) est très élevé comparativement à celui du même

trimestre de 2006 (42,7 %) et de l'exercice 2006 (44,8%). Cette variation due à la baisse de la valeur des actifs d'impôts futurs s'explique, d'une part, par la réduction des taux d'impôts au niveau fédéral suite à l'adoption du budget et de l'énoncé économique de 2007 en quatrième trimestre ainsi qu'à la déductibilité fiscale à seulement 50 % de certaines dépenses.

Finalement, Savaria affiche une perte nette de 886 000 \$ pour le quatrième trimestre de 2007 et de 324 000 \$ pour les douze mois comparativement à un bénéfice net de 692 000 \$ au quatrième trimestre et 1,9 M \$ pour les douze mois de 2006. Cette diminution est principalement attribuable à l'effet de la diminution du taux de change du dollar US sur le dollar canadien, à l'enregistrement d'éléments inhabituels dans les autres revenus et charges ainsi qu'à l'augmentation de la dépense d'impôts.

11. Situation financière

Variations entre les bilans

Le tableau suivant illustre les variations entre les bilans consolidés du 31 décembre 2007 et du 31 décembre 2006 ainsi que les principales explications sur ces variations :

(en milliers de dollars)	31 décembre		Variation	Explication des variations
	2007	2006		
Actif à court terme				
Trésorerie et équivalents	4 715 \$	5 959 \$	-20,9 %	Reclassement des PCAA de 3 M \$ dans les placements à long terme, encaissement d'un emprunt à court terme de 3 M \$ et versement d'un dividende de 2,4 M \$ en avril 2007
Placements temporaires	-	989 \$	-100,0 %	Voir explication ci-dessus
Débiteurs	8 924 \$	10 181 \$	-12,3 %	Diminution du taux de change utilisé pour la conversion des débiteurs libellés en dollars US (- 966 k\$) et arrêt des ventes directes à l'extérieur de la région de Montréal (-41 k\$)
Nb. de jours nécessaires au recouvrement des débiteurs	53	56	-5,4 %	Gestion plus serrée des débiteurs
Stocks	9 682 \$	9 674 \$	0,1 %	

(en milliers de dollars)	31 décembre		Variation	Explication des variations
	2007	2006		
Ratio de rotation des stocks	4.5	5.1	-11,8 %	Augmentation des achats en provenance de la Chine nécessitant le maintien d'un inventaire de matière première plus élevé
Frais payés d'avance	686 \$	659 \$	4,1 %	
Contrats de change à terme	14 \$	-	100 %	
Impôts sur les bénéfices à recevoir	376 \$	321 \$	17,1 %	Ajustements des crédits de R&D à recevoir
Versements exigibles sur les prêts à long terme	103 \$	161 \$	-36,0 %	Diminution du taux de change utilisé pour la conversion des prêts libellés en dollars US (18 K\$)
Impôts futurs	912 \$	1 643 \$	-44,5 %	Changement dans la répartition entre le court terme et le long terme
Passif à court terme				
Emprunts bancaires	940 \$	650 \$	44,6 %	Utilisation de la marge de crédit par la filiale Ascenseurs Savaria Concord (690 K\$) et baisse de la marge par la filiale Van-Action (400 K\$)
Créditeurs	6 821 \$	7 189 \$	-5,1 %	Diminution du taux de change utilisé pour la conversion des créditeurs libellés en dollars US (- 118 K\$), arrêt des ventes directes à l'extérieur de la région de Montréal (-156 K\$) et voir explication ci-dessous
Nb. de jours nécessaires au paiement des créditeurs	61	70	-12,9 %	Augmentation des paiements d'avance sur les achats provenant de la Chine
Emprunt à court terme	3 000 \$	-	100 %	Emprunt pour contrebalancer la non liquidité des PCAA
Provision pour garanties	268 \$	281 \$	-4,6 %	-

(en milliers de dollars)	31 décembre		Variation	Explication des variations
	2007	2006		
Passif à court terme relié aux actifs destinés à la vente	3 750 \$	-	100 %	Reclassement de la dette à long terme associée aux actifs destinés à la vente
Versements exigibles sur la dette à long terme	244 \$	770 \$	-68,3 %	Reclassement de la portion c.t de la dette associée aux actifs destinés à la vente dans le poste ci-haut
Fonds de roulement	10 389 \$	20 697 \$	-49,8 %	Versement d'un dividende de 2,4 M \$ en avril 2007, reclassement des PCAA de 3 M\$ dans les placements à long terme, et reclassement à court terme du passif relié aux actifs destinés à la vente tandis que ces actifs sont présentés à long terme
Ratio de fonds de roulement	1,69	3,33	-49,2 %	Voir explication ci-dessus
Éléments à long terme				
Terrain et bâtiment destinés à la vente	2 847 \$	-	100 %	Reclassement des immobilisations destinées à la vente
Immobilisations corporelles	1 796 \$	5 061 \$	-64,5 %	Reclassement du terrain et bâtiment destinés à la vente (2 847 K\$), dévaluation d'un actif (100 K\$), amortissement (523 K\$) et dispositions (12 K\$) supérieur aux acquisitions (216 K\$)
Frais de développement reportés	683 \$	512 \$	33,4 %	Amortissement (200 K\$) inférieur à la capitalisation (371 K\$)
Autres éléments d'actifs	1 223 \$	1 358 \$	-9,9 %	Amortissement (241 K\$) et radiations (10 K\$) supérieurs aux acquisitions (116 K\$)
Écart d'acquisitions	506 \$	506 \$	-	
Placements à long terme	2 720 \$	-	100 %	Reclassement des PCAA de 3 M\$ US dans les placements à long terme moins une dévaluation de 254 K\$

(en milliers de dollars)	31 décembre		Variation	Explication des variations
	2007	2006		
Prêts à long terme	205 \$	248 \$	-17,3 %	Remboursements reçus et variation de taux de change supérieur aux montants des nouveaux prêts
Actifs d'impôts futurs à long terme	3 313 \$	2 989 \$	10,8 %	Changement dans la répartition entre le court terme et le long terme relativement aux reports prospectifs de pertes
Dette à long terme	431 \$	4 495 \$	-90,4 %	Reclassement du passif destiné à la vente et remboursement normal de la dette
Provision pour garanties	517 \$	539 \$	-4,1 %	-
Passif net d'une EDDV	111 \$	-	100 %	Associé à une entité à détenteurs de droits variables
Capitaux propres	22 623 \$	26 337 \$	-14,1 %	Versement d'un dividende de 2,4 M \$ et rachat d'actions de 1,5 M \$

Au 31 décembre 2007, Savaria bénéficiait d'une excellente situation financière avec un actif total de 38,7 M \$, contre 40,3 M \$ au 31 décembre 2006 et des passifs totaux de 16,1 M \$ contre 13,9 M \$ au 31 décembre 2006.

Sources de financement disponibles

(en milliers de dollars)	31 décembre	
	2007	2006
Facilités de crédit :		
Autorisées	11 500 \$	8 500 \$
Emprunts	3 940 \$	650 \$
Crédit non utilisé	7 560 \$	7 850 \$
Trésorerie et équivalents et placements temporaires	4 715 \$	6 947 \$
Total	12 275 \$	14 797 \$

Tel que démontré ci-dessus, la société possède des facilités de crédit non utilisées totalisant 7,6 M \$ ce qui lui procure une marge de manœuvre intéressante afin de faire face à des obligations potentielles à court terme. Au

31 décembre 2007, son coefficient d'endettement total net sur capital investi n'était que de 13,9 %, lui offrant un important levier financier pour financer tout projet d'envergure et acquisition stratégique. La diminution du total des sources de financement disponibles est due au versement d'un dividende de 2,4 M \$ en avril 2007. Le 15 octobre 2007, la société a conclu une entente de financement temporaire avec sa banque afin d'assurer la disponibilité suffisante de liquidités pour rencontrer ses obligations financières en attendant le règlement des PCAA. Ceux-ci ont été mis en garantie pour cette facilité de crédit d'un montant de 3 M \$, pleinement utilisé au 31 décembre 2007.

N'ayant utilisé qu'un maximum de 1 million de sa marge de crédit en 2007, la société a diminué sa facilité de crédit de 11,5 M \$ à 9,5 M \$ en février 2008. La direction croit avoir une disponibilité suffisante de liquidités pour rencontrer ses obligations et pour financer des projets qui pourraient nécessiter un financement à court terme.

Autres données et ratios

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	31 décembre		Variation
	2007	2006	
Valeur comptable par action	0,81 \$	0,92 \$	-12,0 %
Trésorerie et équivalents par action	0,17 \$	0,21 \$	-19,0 %
Ratio cours-BAIIA*	23,8	12,2	s.o.
Capitalisation boursière	33 495 \$	57 197 \$	-41,4 %

* pour les quatre derniers trimestres

La valeur comptable par action ainsi que les trésorerie et équivalents par action ont diminué au 31 décembre 2007 par rapport au 31 décembre 2006 suite au versement du dividende de 2,4 M \$ durant le deuxième trimestre. À la clôture du quatrième trimestre de 2007, l'action de la société se transigeait à 23,8 fois le BAIIA par action enregistré au cours des quatre derniers trimestres, contre 12,2 fois à la clôture de l'exercice précédent.

12. Situation de trésorerie

Le tableau suivant présente certaines données sur les flux de trésorerie du quatrième trimestre (3 mois) ainsi que sur l'exercice terminé le 31 décembre 2007 (12 mois).

(en milliers de dollars)	3 mois		12 mois	
	2007	2006	2007	2006
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	438 \$	864 \$	2 267 \$	1 658 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(230) \$	(924) \$	(2 496) \$	2 427 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	3 149 \$	(1 666) \$	(1 015) \$	(2 669) \$

La société a dégagé des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation inférieurs au quatrième trimestre de 2007 comparativement au trimestre correspondant de 2006 (- 426 K \$) en raison du bénéfice net moindre compensés en partie par la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement. Par contre, elle a dégagé des flux plus élevés pour la période de douze mois de 2007 par rapport à 2006 (+ 609 K \$). Les principales raisons de cette fluctuation sont d'abord la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement, ayant un impact favorable de 4 M \$, jumelé à un impact défavorable provenant du bénéfice net moindre de 2,2 M \$. Autant pour le trimestre que pour l'année 2007, la baisse des débiteurs et la variation des créditeurs sont responsables en majeure partie de la variation favorable des éléments hors caisse du fonds de roulement.

Quant aux activités d'investissement, elles ont engagé des liquidités inférieures de 694 000 \$ au quatrième trimestre de 2007 comparativement au même trimestre de 2006 en raison de l'encaissement de placements temporaires en 2006 contrebalancé en partie par une augmentation des frais de développement reportés en 2007. Par contre, elles ont engagé des liquidités supérieures pour la période de douze mois. Cette hausse de 4,9 M \$ s'explique tout d'abord par le reclassement des PCAA du poste de trésorerie et équivalents aux placements à long terme pour une valeur de 3 M \$ ainsi que par les encaissements moindres de 2 M \$ provenant des placements temporaires.

Finalement, au chapitre des activités de financement, Savaria a dégagé des liquidités plus élevées de 4,8 M \$ au quatrième trimestre de 2007 comparativement au trimestre correspondant de 2006. Les principales raisons de cette augmentation proviennent de l'utilisation d'une facilité de crédit au montant de 3 M \$, des remboursements de dette à long terme moindre de 1,3 M \$ et des rachats d'actions pour annulation moindre de 498 000 \$ en 2007. Pour la période de douze mois, la société a engagé des liquidités moins élevées de 1,7 M \$. Les principales raisons de la diminution pour cette période proviennent également de l'utilisation de la facilité de crédit au montant de 3 M \$ et des remboursements de dette à long terme moindre de 1,3 M \$ mais aussi du versement d'un dividende supérieur de 1,7 M \$ en 2007 et du rachat d'actions pour annulation supérieur de 394 000 \$.

13. Principales estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformes aux PCGR du Canada, la direction de Savaria doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes.

Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre dans l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. La direction a identifié les estimations comptables critiques ci-dessous.

Impôts sur les bénéfiques

La société utilise la méthode du passif fiscal préconisée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »). Selon cette méthode, des impôts exigibles sont comptabilisés pour les impôts à payer estimatifs de l'exercice courant et des impôts futurs sont comptabilisés pour les écarts temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des taux d'imposition et des lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir, s'appliqueront au revenu imposable des exercices au cours desquels les actifs et passifs seront réglés ou recouverts. Les actifs d'impôts qui proviennent des pertes reportées et des écarts temporaires sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif soit réalisé.

Autres éléments d'actifs

Les autres éléments d'actif comprennent des licences d'exploitation, des listes de clients et des logiciels. Les licences d'exploitation ne sont pas amorties puisqu'elles ont une durée de vie indéfinie. Les listes de clients sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile prévue de 2 à 10 ans. Les logiciels sont amortis dégressivement au taux de 30% par an.

Placements à long terme dans des PCAA

Voir section 20, Risques et incertitudes.

Rémunération à base d'actions

La société comptabilise selon la méthode de la juste valeur toutes les attributions d'options d'achat d'actions aux salariés et aux administrateurs de la société. Selon la méthode de la juste valeur, le coût de rémunération rattaché aux attributions à des salariés qui prévoient le règlement en espèces est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les frais d'exploitation. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la considération payée plus la portion correspondante précédemment comptabilisée.

14. Modification de conventions comptables

2007

Le 1^{er} janvier 2007, la société a adopté les recommandations des chapitres suivants du Manuel de ICCA:

Chapitre 3855 : Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

Ce chapitre décrit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des instruments dérivés non financiers.

Ce chapitre exige que :

- i) tous les actifs financiers soient évalués à la juste valeur, compte tenu de certaines exceptions comme les prêts et les placements lorsqu'ils sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance;
- ii) tous les passifs financiers soient évalués à la juste valeur lorsqu'il s'agit de dérivés ou lorsqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction. Tous les autres passifs financiers sont évalués à leur valeur comptable;
- iii) tous les instruments financiers dérivés soient évalués à la juste valeur, même lorsqu'ils sont des éléments constitutifs d'une relation de couverture.

Suivant l'adoption de ce chapitre, la société a effectué les classements suivants :

- La trésorerie et équivalents sont classés dans les actifs détenus à des fins de transactions et sont évalués à la juste valeur. Les gains et les pertes résultant de la réévaluation périodique sont enregistrés dans les résultats.
- Les débiteurs, placements à long terme, emprunts bancaires et à court terme, créditeurs et la dette à long terme sont classés comme prêts et créances et sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Chapitre 1530: Résultat étendu

Ce chapitre décrit la manière de présenter le résultat étendu et les éléments qui le composent. Le résultat étendu correspond à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires. Il comprend des éléments qui ne seraient normalement pas inclus dans le bénéfice net, comme:

- la variation de l'écart de conversion relativement aux établissements étrangers autonomes;
- les gains ou les pertes non réalisés sur des placements disponibles à la vente.

L'ICCA a également apporté des changements au chapitre 3250 du Manuel, intitulé *Surplus*, et a renommé le chapitre 3251, *Capitaux propres*. Les modifications sur la manière de présenter les capitaux propres et les variations des capitaux propres concordent avec les nouvelles exigences du chapitre 1530, *Résultat étendu*.

L'adoption de ces chapitres a obligé la Société à présenter les éléments suivants dans ses états financiers consolidés:

- le résultat étendu et les éléments qui le composent;
- les autres éléments du résultat étendu cumulés et les éléments qui le composent.

Chapitre 3865: Couvertures

Ce chapitre exige que:

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, les dérivés détenus aux fins de couverture doivent être inscrits à la juste valeur et les variations de la juste valeur doivent être comptabilisées à l'état consolidé des résultats. Les

variations de juste valeur des éléments couverts attribuables au risque couvert doivent aussi être comptabilisées à l'état consolidé des résultats moyennant un ajustement correspondant de la valeur comptable des éléments couverts constatés au bilan consolidé. Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur d'un instrument financier dérivé doit être inscrite dans les autres éléments du résultat étendu. Ces éléments doivent être reclassés à l'état consolidé des résultats au cours des périodes où les flux de trésorerie de l'élément couvert ont un effet sur les résultats. De même, lorsqu'une relation de couverture présente une inefficacité, celle-ci doit être constatée à l'état consolidé des résultats dans les autres revenus de trésorerie et de marchés financiers.

L'application de cette nouvelle norme a eu pour effet de créer des pertes non réalisées sur contrats de change à l'adoption de ce chapitre au montant de 86 828 \$.

Chapitre 1506: Modifications comptables

Ce chapitre établit les critères de changement des méthodes comptables, ainsi que le traitement comptable et l'information à fournir relative aux changements de méthodes comptables, aux changements d'estimation comptables et aux corrections d'erreurs.

Modifications comptables futures

En décembre 2006 et en janvier et juin 2007 l'ICCA a publié les cinq normes comptables suivantes: Chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, Chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital*, Chapitre 3862, *Instruments financiers - Informations à fournir*, Chapitre 3863, *Instruments financiers - Présentation* et Chapitre 3031, *Stocks*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour la société le 1er janvier 2008.

Chapitre 1400 : Normes générales de présentation des états financiers

Ce chapitre a été modifié de façon à préciser les exigences en matière d'évaluation et de présentation de la capacité d'une entité à poursuivre ses activités selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

Chapitre 1535: Informations à fournir concernant le capital

Ce nouveau chapitre définit les exigences en matière d'informations à fournir sur le capital, telles que: des informations qualitatives sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital; le fait que l'entité s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en vertu de règles extérieures; et si l'entité ne s'est pas conformée aux exigences en question, les conséquences de cette inapplication.

Chapitre 3862: Instruments financiers - Informations à fournir et Chapitre 3863: Instruments financiers - Présentation

Ces nouveaux chapitres remplacent le chapitre 3861, *Instruments financiers - Informations à fournir et présentation*, dont les exigences en matières d'informations à fournir sont révisées et renforcées. Les exigences à l'égard du mode de présentation n'ont toutefois subi aucune modification.

Chapitre 3031: Stocks

Ce chapitre prescrit le traitement comptable des stocks en fournissant des directives sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges.

Bien que la société en soit à évaluer l'impact de ces nouvelles recommandations sur ses états financiers, elle ne prévoit pas que les recommandations aient un impact significatif sur sa position financière, ses résultats ou ses flux de trésorerie.

Chapitre 3064 : Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En janvier 2008, l'ICCA a publié la norme suivante : Chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*. Ce nouveau chapitre renforce l'approche selon laquelle les actifs sont comptabilisés seulement s'ils répondent à la définition d'un actif et aux critères de comptabilisation d'un actif. Il clarifie aussi l'application du concept de rattachement des charges aux produits, de façon à éliminer la pratique consistant à comptabiliser à titre d'actifs des éléments qui ne répondent pas à la définition d'un actif ni aux critères de comptabilisation d'un actif. Le 1^{er} janvier 2009, cette norme s'appliquera à la société de manière rétrospective avec retraitement des chiffres des périodes antérieures. La société évalue actuellement l'incidence de cette norme aux états financiers consolidés lors de sa première application.

15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information, tel que définis par le Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Une évaluation a été réalisée pour mesurer l'efficacité des contrôles et procédures liés à la préparation des documents d'information.

En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et bien conçus à la fin de l'exercice terminé 31 décembre 2007 et plus spécifiquement, que la conception de ces contrôles et procédures fournit une assurance raisonnable que les informations importantes relatives à la société, leur sont communiquées pendant la période de préparation de ces documents d'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables de l'établissement et du maintien d'un système de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière.

Basé sur la documentation des principaux processus financiers, le chef de la direction et le chef de la direction financière sont d'avis que les travaux réalisés permettent de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2007 sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers de la société ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »).

Il n'y a eu aucun changement de contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société durant l'année 2007, qui aurait eu une incidence importante ou dont on aurait pu raisonnablement croire qui aurait eu une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

16. Obligations contractuelles

En dehors des dettes apparaissant au bilan, la société a conclu des ententes pour la location de certains de ses locaux ainsi que des contrats de location exploitation de matériel roulant et d'équipement de bureau représentant un engagement total de 6 928 616 \$ (7 672 291 \$ en 2006). Le tableau suivant donne le détail des engagements de la société au cours des prochains exercices.

(en milliers de dollars)	Total	2008	2009	2010	2011	2012	Après 2012
Obligations de la dette à long terme	665 \$	239 \$	250 \$	176 \$	- \$	- \$	- \$
Location-acquisition	11 \$	6 \$	5 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Location-exploitation	6 929 \$	1 612 \$	1 639 \$	1 660 \$	1 225 \$	790 \$	3 \$
Total des obligations contractuelles	7 605 \$	1 857 \$	1 894 \$	1 836 \$	1 225 \$	790 \$	3 \$

Le 30 janvier 2008, la société a remboursé une dette à long terme par anticipation au montant de 373 709 \$.

17. Arrangements hors bilan

Savaria n'a conclu aucun arrangement hors bilan au cours de l'exercice 2007.

18. Opérations entre apparentés

La société a comptabilisé un montant de 59 600 \$ (48 856 \$ en 2006) pour des services rendus par une firme comptable dont un associé est un administrateur de la société. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par la société et les apparentés.

19. Instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable des trésoreries et des équivalents, des placements temporaires, des débiteurs, des prêts à long terme, des créiteurs ainsi que de la dette à long terme se rapproche de leur juste valeur, étant donné que ces éléments viennent à échéance à court terme ou sont à des taux ne différant pas de façon significative des taux courants du marché.

Risque de crédit

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. La société n'exige généralement pas de caution.

Pour les autres créances, la société évalue, de façon continue, les pertes probables et constitue une provision pour pertes en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

La société minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Risque de change

La société réalise approximativement 58% (58% en 2006) de son chiffre d'affaires en monnaies étrangères et est par conséquent exposée à des risques de marché liés aux fluctuations de monnaies étrangères. Afin de réduire ces risques, elle utilise des instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme. Ces contrats confèrent à la société l'obligation de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

20. Risques et incertitudes

Savaria est engagée dans une industrie comportant divers risques et incertitudes. Les résultats d'exploitation et la situation financière de la société pourraient ainsi être compromis par les risques financiers susmentionnés, de même que par chacun des facteurs décrits ci-dessous. Ceux-ci ne sont pas les seuls auxquels la société doit faire face. Des risques et des incertitudes additionnels, présentement inconnus de la direction ou qu'elle juge actuellement peu important, pourraient éventuellement affecter ses affaires.

Coût des matières premières

Les produits de Savaria comportent des centaines de composantes fabriquées par près de 100 fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et affecter les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, Savaria peut toutefois changer de fournisseur au besoin.

Conditions économiques

L'achat d'ascenseurs constitue souvent une dépense facultative et est par conséquent sensible aux fluctuations économiques et aux conditions du marché immobilier résidentiel.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la société assume certains coûts d'entretien et de réparation en vertu des garanties offertes sur ses produits. Les garanties couvrent une période de vingt-quatre (24) à trente-six (36)

mois. L'établissement des provisions de garanties est fondé sur des évaluations et des hypothèses. La direction considère les résultats antérieurs afin d'établir la provision. Si ces estimations et évaluations s'avéraient inexactes dans le futur, le coût effectif du respect des garanties des produits pourrait être différent de celui enregistré.

Crédits d'impôt

Savaria bénéficie de crédits d'impôt pour la recherche et le développement. Ceux-ci pourraient être affectés par tout changement législatif.

Actifs d'impôts futurs

Suite à l'acquisition de Concord, un actif d'impôts futurs a été comptabilisé puisqu'il est plus probable qu'improbable que les pertes reportées de Concord soient utilisées par Ascenseurs Savaria Concord.

Concurrence

L'industrie de l'accessibilité en Amérique du Nord est composée d'une dizaine d'entreprises qui se livrent une vive concurrence. Toutefois, Savaria occupe le premier rang au Canada et le deuxième rang aux États-Unis au sein de son industrie. Son envergure lui confère d'importants atouts, dont : une importante notoriété, un vaste réseau de distribution, des économies d'échelle et de multiples fournisseurs étrangers.

Capacité d'intégrer avec succès les opérations de son usine de Laval, Québec à ses autres usines

La récente fermeture de l'usine de Laval a obligé un transfert des opérations de cette usine à son usine de Brampton, Ontario et à celle d'un apparenté à Huizhou, Chine. La réussite de ce projet dépendra, en partie, de la capacité de ces usines à intégrer ces nouvelles opérations. La capacité de la société à intégrer toute nouvelle activité repose sur des méthodes éprouvées et sur l'expérience de gestionnaires aguerris.

Dépendance à l'égard du marché américain

En 2007, le pourcentage des ventes de Savaria réalisées aux États-Unis s'est établi à 53,7 % (53,2% en 2006). La rentabilité de la société pourrait par conséquent être affectée par tout événement important pouvant miner l'économie américaine ou les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis.

Environnement

La direction de la société estime que ses activités respectent en tous points les lois et les règlements environnementaux.

Poursuites

Savaria ne fait l'objet d'aucune poursuite qui, de l'avis de la direction, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les résultats ou la situation financière de la société.

Incertitudes relatives à la mesure

La société détient des placements au montant de 3 M \$ U.S. qui sont investis dans des PCAA émis par SLATE Trust et ROCKET Trust. Ces PCAA qui avaient une cote « R1-(high) » selon Dominion Bond Rating Services (« DBRS ») au moment de leur acquisition, rencontraient les critères de placement de la société. Les échéances des PCAA que la société détient s'échelonnaient du 30 août au 5 septembre 2007. Les paiements prévus n'ont pas été effectués et il n'existe actuellement aucun marché actif pour ces PCAA.

Le marché canadien des PCAA émis par des tiers a souffert d'une crise de liquidité au milieu du mois d'août 2007, après quoi un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'Accord de Montréal ("l'accord"), d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendus par 23 émetteurs de conduits. Les participants à l'accord ont également conclu une entente de principe au sujet de la conversion des PCAA en instruments financiers à long terme assortis d'échéances correspondant aux actifs sous-jacents. Un comité d'investisseurs pancanadien a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire. Le 23 décembre 2007, on annonçait qu'un plan de restructuration devrait être complété d'ici le mois de mars 2008. La société n'est pas signataire de l'accord. La société évalue ses alternatives et recours afin de récupérer la pleine valeur de ces PCAA émis par des tiers.

Il y a actuellement une incertitude quant à l'incidence qu'aura le plan de restructuration retenu sur ces titres ainsi que sur l'estimation de la valeur et les mouvements des flux de trésorerie dans de telles circonstances. Par conséquent, la société a évalué, au meilleur de ses connaissances, les conditions du marché en date du 31 décembre 2007, a estimé la juste valeur de ces titres à l'aide d'un modèle d'évaluation basé sur une approche pondérée des probabilités et a présenté ces PCAA de tiers dans les placements à long terme. L'évaluation de chacun des conduits est toutefois limitée en raison du manque d'information disponible sur les actifs sous-jacents, car cette information n'a pas été divulguée par les conduits.

Suite à l'évaluation, la société a enregistré une provision pour perte de valeur de 253 971 \$ (219 812 \$, déduction faite des impôts) relative aux placements dans des PCAA émis par des tiers reflétant l'estimation faite par la société de la diminution de la juste valeur de ces placements au 31 décembre 2007, laquelle comprend une provision pour sa part estimative des coûts de restructuration associés à l'accord. L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA émis par des tiers effectuée par la société au 31 décembre 2007 est entourée d'incertitude. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux hypothèses pourraient avoir une incidence sur la valeur des titres de PCAA émis par des tiers au cours des prochains trimestres. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la juste valeur définitive de ces placements s'écarte des meilleures estimations actuelles de la direction et cet écart pourrait influencer sur nos résultats financiers.

21. Perspectives

En 2008, la direction compte poursuivre l'implantation de synergies opérationnelles et administratives, lesquelles émaneront principalement de l'impartition accrue de la fabrication de composantes à ses partenaires chinois. Le volume d'achat provenant de la Chine a plus que doublé au cours des douze derniers mois et la direction prévoit poursuivre dans la même veine. De fait, l'équipe d'employés en Chine se renforce progressivement passant de 20 employés en janvier 2007 à quelques 35 actuellement.

La direction demeure très confiante que les produits d'accessibilité seront toujours en demande croissante étant donné le vieillissement de la population. D'autre part, la société a annoncé le 21 février 2008 une association avec la compagnie italienne Vimec pour la distribution de ses produits en Amérique du Nord et la vente des produits Savaria en Europe à travers le réseau de distribution de Vimec. Nous croyons que cette entente permettra à la société de pénétrer le marché Européen et d'accroître ses ventes. De surcroît, Savaria bénéficiera des pertes reportées de Concord, ce qui continuera d'avoir un impact significatif sur ses flux de trésorerie futurs.

Le 13 mars 2008

SAVARIA CORPORATION
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

SAVARIA CORPORATION
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE LA DIRECTION RELATIF AUX ÉTATS FINANCIERS.....	1
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS.....	2
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
États consolidés des résultats et du résultat étendu.....	3
États consolidés des bénéfices non répartis.....	4
Bilans consolidés.....	5
États consolidés des flux de trésorerie.....	6
Notes afférentes aux états financiers consolidés.....	7

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIF AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés ci-joint de « **SAVARIA CORPORATION** » sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Ces états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et comportent nécessairement certains montants qui sont fondés sur les estimations les plus probables et des jugements faits par la direction .

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la société s'est dotée de systèmes de contrôles comptables internes et établit des politiques et procédés adaptés à l'industrie dans laquelle elle évolue. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le Conseil d'administration doit s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et qu'il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le Comité de vérification rencontre périodiquement la direction afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de présentation de l'information financière. Le comité examine également les états financiers consolidés annuels et le rapport des vérificateurs externes, et fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. Les vérificateurs désignés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le Comité de vérification, en présence ou en l'absence de la direction.

Les présents états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs désignés par les actionnaires, PricewaterhouseCoopers s.r.l., comptables agréés.

Signé : Marcel Bourassa

Marcel Bourassa

Le président du conseil et chef de la direction

Signé : Jean-Marie Bourassa

Jean-Marie Bourassa C.A.

Le chef de la direction financière

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de Savaria Corporation

Nous avons vérifié les bilans consolidés de **Savaria Corporation** aux 31 décembre 2007 et 2006 et les états consolidés des résultats et du résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2007 et 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Signé : Pricewaterhouse Coopers

Comptables agréés

Montréal, Québec
Le 13 mars 2008

SAVARIA CORPORATION
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU
EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE

	2007	2006
CHIFFRE D'AFFAIRES	57 519 690 \$	60 298 325 \$
CHARGES D'EXPLOITATION		
Coût des marchandises vendues	43 979 192	44 266 913
Frais de vente et d'administration	10 417 605	11 461 523
Amortissement des immobilisations corporelles	522 710	601 301
Amortissement des frais de développement reportés	200 154	176 220
Amortissement des autres éléments d'actif	241 037	498 512
Radiation d'actifs (note 6)	110 004	196 871
	55 470 702	57 201 340
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	2 048 988	3 096 985
AUTRES REVENUS ET CHARGES (note 7)	(1 826 893)	350 771
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	222 095	3 447 756
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (note 20B)	(546 022)	(1 543 500)
BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE)	(323 927) \$	1 904 256 \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU, APRÈS IMPÔTS		
Gains non réalisés sur contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie	295 427	-
Gains non réalisés sur contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, portés au résultat net au cours de la période considérée	(198 980)	-
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU	96 447	-
RÉSULTAT ÉTENDU	(227 480) \$	1 904 256 \$
Bénéfice (perte) net(te) par action ordinaire de base	(0,011) \$	0,065 \$
dilué	(0,011) \$	0,064 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (note 23B) émis	28 283 564	29 454 272
dilué	28 370 876	29 669 077

SAVARIA CORPORATION
ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE

	2007	2006
SOLDE au début de l'exercice	8 793 905 \$	8 300 945 \$
BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE)	(323 927)	1 904 256
Excédent de la valeur aux livres d'actions rachetées pour annulation	8 469 978	10 205 201
	(988 921)	(759 365)
DIVIDENDES sur actions ordinaires	(2 357 404)	(651 931)
SOLDE à la fin de l'exercice	5 123 653 \$	8 793 905 \$

SAVARIA CORPORATION
BILANS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE

	2007	2006
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Trésorerie et équivalents	4 714 615 \$	5 958 518 \$
Placements temporaires (note 15)	-	988 586
Débiteurs (note 9)	8 924 070	10 181 470
Stocks (note 10)	9 682 137	9 674 333
Frais payés d'avance	685 919	659 446
Contrats de change à terme	14 009	-
Impôts sur les bénéficiaires à recouvrer	376 368	320 968
Versements exigibles sur les prêts à long terme (note 16)	102 927	160 825
Impôts futurs (note 20A)	912 221	1 642 953
	25 412 266	29 587 099
TERRAIN ET BÂTIMENT DESTINÉS À LA VENTE (notes 11 et 32)	2 846 518	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 12)	1 796 159	5 061 349
FRAIS DE DÉVELOPPEMENT REPORTÉS (note 13)	683 491	511 801
AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF (note 14)	1 222 629	1 358 123
ÉCART D'ACQUISITION	506 230	506 230
PLACEMENTS À LONG TERME (note 15)	2 719 929	-
PRÊTS À LONG TERME (note 16)	204 799	247 547
ACTIF D'IMPÔTS FUTURS (note 20A)	3 312 659	2 988 545
	38 704 680 \$	40 260 694 \$
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Emprunts bancaires (note 17)	940 000 \$	650 000 \$
Emprunt à court terme (note 15)	3 000 000	-
Emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente (note 11)	3 750 000	-
Créditeurs (note 18)	6 820 596	7 189 372
Provision pour garanties (note 21)	267 976	280 607
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 19)	244 212	770 382
	15 022 784	8 890 361
DETTE À LONG TERME (note 19)	430 962	4 495 170
PROVISION POUR GARANTIES (note 21)	516 605	538 647
PASSIF NET D'UN EDDV (note 22)	111 241	-
	16 081 592	13 924 178
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 23)	15 949 915	16 244 789
Surplus d'apport (note 24)	1 539 901	1 297 822
Bénéfices non répartis	5 123 653	8 793 905
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 25)	9 619	-
	22 623 088	26 336 516
	38 704 680 \$	40 260 694 \$

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Signé : Marcel Bourassa
_____, administrateur
Marcel Bourassa

Signé : Jean-Marie Bourassa
_____, administrateur
Jean-Marie Bourassa C.A.

SAVARIA CORPORATION
ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE

	2007	2006
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice (perte) net(te)	(323 927) \$	1 904 256 \$
Ajustements pour		
Amortissement des immobilisations corporelles	522 710	601 301
Amortissement des frais de développement reportés	200 154	176 220
Amortissement des autres éléments d'actif	241 037	498 512
Radiation d'actifs (note 6)	110 004	196 871
Dévaluation des placements dans des PCAA (note 15)	253 971	-
Impôts futurs	402 228	1 217 811
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions	242 079	209 548
Variation de la provision pour frais de garantie	(34 673)	192 289
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	9 322	83 654
Autres	405	(3 011)
	1 623 310	5 077 451
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 5B)	643 818	(3 419 297)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 267 128	1 658 154
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation de placements temporaires	988 586	2 951 774
Variation des placements à long terme	(2 984 400)	-
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	2 750	32 762
Acquisition d'immobilisations corporelles	(216 110)	(239 602)
Frais de développement reportés	(371 844)	(296 239)
Frais de préexploitation reportés	-	(39 450)
Acquisition d'autres éléments d'actif	(115 547)	-
Augmentation des prêts à long terme	-	(113 900)
Encaissement de prêts à long terme	200 235	131 252
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 496 330)	2 426 597
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation des emprunts bancaires	290 000	650 000
Augmentation de l'emprunt à court terme	3 000 000	-
Augmentation de la dette à long terme	-	500 000
Remboursement de la dette à long terme	(774 743)	(2 052 193)
Apport d'une EDDV	111 241	-
Dividendes sur actions ordinaires	(2 357 404)	(651 931)
Rachat d'actions pour annulation	(1 508 795)	(1 115 308)
Émission d'actions	225 000	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 014 701)	(2 669 432)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS	(1 243 903)	1 415 319
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS au début de l'exercice	5 958 518	4 543 199
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS à la fin de l'exercice	4 714 615 \$	5 958 518 \$

La trésorerie et les équivalents sont constitués de l'encaisse et de placements temporaires ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

1. NATURE DES ACTIVITÉS

Les activités de la société consistent en la fabrication, l'installation et la distribution d'ascenseurs, de plateformes élévatrices et de sièges d'escaliers pour les personnes à mobilité restreinte, ainsi qu'en la conversion et l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes handicapées.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada et ils incluent les principales conventions comptables suivantes :

A) Périmètre de consolidation

Ces états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et de ses filiales ainsi que ceux d'une entité à détenteurs de droits variables (« EDDV »), soit :

Filiales	31 décembre 2007 %	31 décembre 2006 %
Ascenseurs Savaria Concord Inc.	100	100
Weber Accessibility Systems, Inc.	100	100
Richardson Elevators (1191852 Ontario Limited, auparavant Robertson)	100	100
Van-Action (2005) Inc.	100	100
Concord Elevator Holdings Inc.	100	100
Savaria (Huizhou) Mechanical Equipment Manufacturing Co., LTD.	EDDV	s. o.

Les soldes et opérations intersociétés ont été éliminés.

B) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et émette des hypothèses qui influencent les montants inscrits des éléments d'actif et de passif, réels ou éventuels, à la date des états financiers ainsi que les montants inscrits des produits et des charges pour les périodes de référence. Les résultats réels peuvent différer des estimations faites par la direction (voir note 15).

C) Conversion des devises

Les filiales américaine et chinoise sont définies comme intégrées. La société utilise la méthode temporelle pour la conversion de ses comptes et ceux de ses filiales américaine et chinoise exprimés en monnaies étrangères. Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan alors que les éléments d'actif et de passif non monétaires sont mesurés aux taux historiques. Les produits et les charges sont comptabilisés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes de conversion sont compris dans le calcul du résultat net de l'exercice.

D) Constatation du chiffre d'affaires

La société constate ses ventes de produits au fur et à mesure que ceux-ci sont livrés aux clients et que les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés.

E) Dépréciation d'actifs à long terme

La société révisé les valeurs comptables de ses actifs à long terme en comparant la valeur comptable de l'actif ou le groupe d'actifs avec les flux monétaires futurs non actualisés prévus qui seront générés par cet actif ou ce groupe d'actifs lorsqu'un événement indique que sa valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs détenu pour utilisation est supérieure à la somme des flux de trésorerie non actualisés qui devraient provenir de son utilisation ou de sa cession éventuelle. La perte de valeur est évaluée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur basée sur le prix en vigueur sur le marché, si disponible, ou sur la méthode des flux monétaires futurs actualisés.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

F) Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode du passif fiscal préconisée par l'institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »). Selon cette méthode, des impôts exigibles sont comptabilisés pour les impôts à payer estimatifs de l'exercice courant et des impôts futurs sont comptabilisés pour les écarts temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des taux d'imposition et des lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir s'appliqueront au revenu imposable des exercices au cours desquels les actifs et les passifs seront réglés ou recouvrés. Les actifs d'impôts qui proviennent des pertes reportées et des écarts temporaires sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

G) Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents comprennent l'encaisse et les placements ayant une échéance initiale de moins de trois mois et sont présentés au coût, lequel se rapproche de la valeur marchande.

H) Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande.

I) Comptes clients

La société établit sa provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à ses clients et des tendances historiques.

J) Stocks

Les matières premières et les sous-assemblages sont évalués au moindre du coût et du coût de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les produits en cours et les produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des produits en cours comprend les matières premières, la main-d'œuvre directe et les frais généraux de fabrication. Le coût des produits finis est évalué selon la méthode du coût spécifique.

K) Immobilisations corporelles et amortissement

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes et taux annuels ou durée suivants :

	Méthodes	Taux ou durée
Bâtiment	Dégressif	4 %
Machinerie et outillage	Dégressif	20 %
Mobilier et agencements	Dégressif	20 %
Matériel roulant	Dégressif	30 %
Matériel informatique	Dégressif	30 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée des baux

L) Frais de développement reportés

Les frais reportés constitués de frais de développement sont comptabilisés au coût d'acquisition lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :

le produit est bien défini, la faisabilité du produit a été démontrée, la direction a l'intention de fabriquer ce produit, le marché du produit est défini et l'entreprise dispose des ressources pour mener le projet à terme. Ces frais sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

M) Autres éléments d'actif

Les autres éléments d'actif comprennent des licences d'exploitation, des listes de clients et des logiciels. Les licences d'exploitation ne sont pas amorties puisqu'elles ont une durée de vie indéfinie. Les listes de clients sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile prévue de 2 à 10 ans. Les logiciels sont amortis dégressivement au taux de 30 % par an.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

N) Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition n'est pas amorti, mais fait plutôt l'objet d'un test de dépréciation périodique afin de déterminer si une provision pour moins-value devrait être portée aux résultats. Cette évaluation consiste à déterminer si la valeur prévue des flux de trésorerie futurs actualisés est supérieure à la valeur comptable nette de l'unité d'exploitation. L'écart d'acquisition est évalué le 31 décembre de chaque année et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse de valeur permanente.

La société a réalisé des tests de dépréciation sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition au 31 décembre 2007. Elle a conclu qu'aucune provision pour moins-value ne doit être constatée.

O) Montant par action

Le bénéfice net de base par action est fondé sur la moyenne pondérée de l'ensemble des actions ordinaires émises et en circulation, et est obtenu en divisant le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le bénéfice net dilué par action est obtenu en divisant le bénéfice net de base attribuable aux actionnaires par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires servant au calcul du bénéfice net de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises si toutes les options d'achat d'actions ordinaires potentiellement dilutives en circulation étaient converties selon la méthode du rachat d'actions.

P) Rémunération à base d'actions

La société comptabilise selon la méthode de la juste valeur toutes les attributions d'options d'achat d'actions aux salariés et aux administrateurs de la société. Selon la méthode de la juste valeur, le coût de rémunération rattaché aux attributions à des salariés qui prévoient le règlement en espèces est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les frais d'exploitation. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la considération payée plus la portion correspondante précédemment comptabilisée.

Q) Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont des contrats qui exigent ou permettent l'échange de flux de trésorerie ou de paiements calculés par l'application de certains taux ou indices, ou variations de ceux-ci, à des montants contractuels théoriques. La société utilise des instruments dérivés dans la gestion de ses risques de change et non à des fins de spéculation.

Pour qu'un dérivé soit admissible à la comptabilité de couverture, la relation de couverture doit être désignée et documentée en bonne et due forme dès sa mise en place. La documentation doit comprendre l'objectif et la stratégie spécifiques de gestion des risques, l'actif, le passif ou les flux de trésorerie spécifiques qui sont couverts, ainsi que la façon dont l'efficacité de la couverture sera appréciée. Le dérivé doit compenser efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert, tant à la mise en place de la relation de couverture que pendant la durée de celle-ci.

La société gère son exposition au risque de change à l'égard des ventes prévues en dollars US par l'utilisation de contrats à terme. Les gains et les pertes sont comptabilisés lorsque la vente désignée est constatée et ils sont portés au poste Chiffre d'affaires.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

A) 2007

Le 1^{er} janvier 2007, la société a adopté les recommandations des chapitres suivants du Manuel de l'ICCA :

Chapitre 3855 : Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

Ce chapitre décrit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des instruments dérivés non financiers.

Ce chapitre exige que :

- i) tous les actifs financiers soient évalués à leur juste valeur, compte tenu de certaines exceptions comme les prêts et les placements lorsqu'ils sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance;
- ii) tous les passifs financiers soient évalués à leur juste valeur lorsqu'il s'agit de dérivés ou lorsqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction. Tous les autres passifs financiers sont évalués à leur valeur comptable;

3 . MODIFICATIONS COMPTABLES (suite)

iii) tous les instruments financiers dérivés soient évalués à leur juste valeur, même lorsqu'ils sont des éléments constitutifs d'une relation de couverture.

Suivant l'adoption de ce chapitre, la société a effectué les classements suivants :

- La trésorerie et les équivalents sont classés dans les actifs détenus à des fins de transaction et sont évalués à leur juste valeur. Les gains et les pertes résultant de la réévaluation périodique sont enregistrés dans les résultats.
- Les débiteurs, les placements à long terme, les emprunts bancaires et à court terme, les créditeurs et la dette à long terme sont classés comme prêts et créances et sont évalués initialement à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Chapitre 1530 : Résultat étendu

Ce chapitre décrit la manière de présenter le résultat étendu et les éléments qui le composent. Le résultat étendu correspond à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires. Il comprend des éléments qui ne seraient normalement pas inclus dans le bénéfice net, comme :

- la variation de l'écart de conversion relatif aux établissements étrangers autonomes;
- les gains ou les pertes non réalisés sur des placements disponibles à la vente.

L'ICCA a également apporté des changements au chapitre 3250 du Manuel, intitulé *Surplus*, et a renommé le chapitre 3251, *Capitaux propres*. Les modifications sur la manière de présenter les capitaux propres et les variations des capitaux propres concordent avec les nouvelles exigences du chapitre 1530, *Résultat étendu*.

L'adoption de ces chapitres a obligé la société à présenter les éléments suivants dans ses états financiers consolidés :

- le résultat étendu et les éléments qui le composent;
- les autres éléments du résultat étendu cumulés et les éléments qui le composent.

Chapitre 3865 : Couvertures

Ce chapitre comporte les exigences suivantes :

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, les dérivés détenus aux fins de couverture doivent être inscrits à leur juste valeur et les variations de la juste valeur doivent être comptabilisées à l'état consolidé des résultats. Les variations de juste valeur des éléments couverts attribuables au risque couvert doivent aussi être comptabilisées à l'état consolidé des résultats moyennant un ajustement correspondant de la valeur comptable des éléments couverts constatés au bilan consolidé. Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur d'un instrument financier dérivé doit être inscrite dans les autres éléments du résultat étendu. Ces éléments doivent être reclassés à l'état consolidé des résultats au cours des périodes où les flux de trésorerie de l'élément couvert ont un effet sur les résultats. De même, lorsqu'une relation de couverture présente une inefficacité, celle-ci doit être constatée à l'état consolidé des résultats dans les autres revenus de trésorerie et de marchés financiers.

L'application de cette nouvelle norme a eu pour effet de créer des pertes non réalisées sur contrats de change à l'adoption du chapitre (voir note 25).

Chapitre 1506 : Modifications comptables

Ce chapitre établit les critères de changement des méthodes comptables, ainsi que le traitement comptable et l'information à fournir relative aux changements de méthodes comptables, aux changements d'estimations comptables et aux corrections d'erreurs.

B) Modifications comptables futures

En décembre 2006 et en janvier et juin 2007, l'ICCA a publié les cinq normes comptables suivantes : le chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital*, le chapitre 3862, *Instruments financiers – informations à fournir*, le chapitre 3863, *Instruments financiers – présentation*, et le chapitre 3031, *Stocks*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour la société le 1^{er} janvier 2008.

3 . MODIFICATIONS COMPTABLES (suite)

Chapitre 1400 : Normes générales de présentation des états financiers

Ce chapitre a été modifié de façon à préciser les exigences en matière d'évaluation et de présentation de la capacité d'une entité à poursuivre ses activités selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

Chapitre 1535 : Informations à fournir concernant le capital

Ce nouveau chapitre définit les exigences en matière d'informations à fournir sur le capital telles que les suivantes: des informations qualitatives sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital; le fait que l'entité s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en vertu de règles extérieures; et, si l'entité ne s'est pas conformée aux exigences en question, les conséquences de cette inapplication.

Chapitre 3862 : Instruments financiers – informations à fournir et chapitre 3863 : Instruments financiers – présentation

Ces nouveaux chapitres remplacent le chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, dont les exigences en matière d'informations à fournir sont révisées et renforcées. Les exigences à l'égard du mode de présentation n'ont toutefois subi aucune modification.

Chapitre 3031 : Stocks

Ce chapitre prescrit le traitement comptable des stocks en fournissant des directives sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges.

Bien que la société en soit à évaluer l'incidence de ces nouvelles recommandations sur ses états financiers, elle ne prévoit pas que les recommandations aient une incidence importante sur sa position financière, ses résultats ou ses flux de trésorerie.

Chapitre 3064 : Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En janvier 2008, l'ICCA a publié la norme suivante : le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*. Ce nouveau chapitre renforce l'approche selon laquelle les actifs sont comptabilisés seulement s'ils répondent à la définition d'un actif et aux critères de comptabilisation d'un actif. Il clarifie aussi l'application du concept de rattachement des charges aux produits, de façon à éliminer la pratique consistant à comptabiliser à titre d'actif des éléments qui ne répondent pas à la définition d'un actif ni aux critères de comptabilisation d'un actif. Le 1^{er} janvier 2009, cette norme s'appliquera à la société de manière rétrospective avec retraitement des chiffres des périodes antérieures. La société évalue actuellement l'incidence de cette norme aux états financiers consolidés lors de sa première application.

4 . ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

2006

Le 14 septembre 2005, la société a acquis 100 % du capital-actions en circulation de Concord Elevator Holdings inc. (« Concord »), une société américaine qui détenait la totalité des actions de Concord Elevator inc. qui, elle, est une société canadienne qui œuvre dans le même secteur d'activité qu'Ascenseurs Savaria Concord inc. Cette transaction a été payée par l'émission de 4 249 984 actions, dont 750 000 actions à 1,40 \$ l'action étaient sous écoule afin de protéger la société contre des poursuites ou paiements éventuels provenant d'événements antérieurs à la date d'acquisition.

Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple, et les résultats d'exploitation ont été présentés dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

En 2006, la société a reçu un avis de cotisation en relation avec l'impôt sur le revenu des sociétés de Concord Elevator inc. Cet avis, se rapportant à des périodes antérieures à la date d'acquisition de la filiale, a résulté en une diminution des pertes reportées considérées pour la valorisation des impôts futurs. En contrepartie, 483 532 actions sous écoule ont été reprises. Il en a résulté une diminution des actifs d'impôts futurs de 480 733 \$ et une diminution nette de 119 187 \$ des autres éléments d'actif, pour une diminution totale du coût d'achat de 599 920 \$, représentant la valeur des actions reprises de 676 945 \$, déduction faite des frais de reprise de 77 025 \$.

La société a enregistré un crédit d'impôt à recevoir se rapportant aux exercices antérieurs à l'acquisition de Concord pour un montant de 155 000 \$. En contrepartie, les autres éléments d'actif ont été diminués du même montant.

De plus, la société a renversé une provision pour retenue à la source sur des paiements effectués à une société affiliée non résidente pour un montant de 440 327 \$, laquelle ne sera pas payée à la suite des négociations avec les autorités fiscales, ainsi qu'une provision pour indemnités de départ de 65 250 \$. En contrepartie, les autres éléments d'actif ont été diminués de 505 577 \$.

SAVARIA CORPORATION

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

4. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (suite)

La diminution de la valeur des autres éléments d'actif décrits ci-dessus a eu comme effet d'augmenter les actifs d'impôts futurs de 213 537 \$ et, finalement, de diminuer les autres éléments d'actif du même montant.

Ces éléments sont de nature non monétaire et n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie; seule l'allocation du prix d'achat s'en trouve affectée.

La répartition finale du prix d'achat se détaille donc comme suit :

Actifs acquis	
Éléments d'actif à court terme	8 425 162 \$
Immobilisations corporelles	1 909 330
Éléments d'actif à long terme	36 479
Liste de clients	946 567
Licence d'exploitation	299 932
Actifs d'impôts futurs	5 433 804
Passif pris en charge	
Découvert bancaire	(583 032)
Passif à court terme	(5 747 411)
Billet à payer à Savaria Corporation	(1 009 609)
Dette à long terme	(3 359 090)
Provision pour garanties	(399 037)
Valeurs nettes identifiables acquises	5 953 095
Plus : Découvert bancaire	583 032
Moins : Valeur marchande des actions ordinaires émises (note 23A)	(5 273 033)
Moins : Ajustements autres	(11 774)
Flux de trésorerie totaux liés à l'acquisition	1 251 320 \$

5. FLUX DE TRÉSORERIE**A. Intérêts débiteurs et impôts**

Les flux de trésorerie se rapportant aux intérêts débiteurs et aux impôts se détaillent comme suit :

	2007	2006
Intérêts débiteurs versés	449 245 \$	512 484 \$
Impôts sur les bénéfices versés	31 825 \$	272 049 \$

B. Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2007	2006
Débiteurs	1 102 271 \$	(640 830) \$
Stocks	(7 804) \$	(896 679) \$
Frais payés d'avance	(26 473) \$	297 030 \$
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	(55 400) \$	(226 164) \$
Créditeurs	(368 776) \$	(1 952 654) \$
	643 818 \$	(3 419 297) \$

C. Transactions non monétaires

En 2007, il y a eu plusieurs transactions non monétaires liées à des annulations d'actions (note 23A), à la conversion de soldes à recevoir en prêts à long terme (note 16) et à l'émission d'un prêt à un employé (note 23A).

6. RADIATION D'ACTIFS

A) Actifs incorporels

En 2007, une licence d'exploitation d'une valeur de 10 004 \$ a été radiée. En juin 2006, des frais de préexploitation reportés d'une valeur de 146 871 \$ ont été radiés car la direction a abandonné ses activités de ventes directes en Floride. De plus, un dépôt de 50 000 \$ donné pour l'achat éventuel d'un terrain a également été radié en 2006. Ces éléments étaient de nature non monétaire et n'ont eu aucune incidence sur les flux de trésorerie.

B) Immobilisations

En 2007, à la suite de la fermeture de son usine de Laval, la société a dévalué des immobilisations qui ne sont plus utilisées dans ses activités d'une valeur de 100 000 \$.

7. AUTRES REVENUS ET CHARGES

	2007	2006
Revenus d'intérêts et de dividendes	284 169 \$	378 907 \$
Gain (perte) de change	(926 841)	350 844
Intérêts sur la dette à long terme	(287 793)	(393 720)
Dépense d'intérêts et frais bancaires	(161 452)	(118 764)
Frais de restructuration (note 8)	(223 871)	-
Dévaluation des placements dans des PCAA (note 15)	(253 971)	-
Perte subie par une EDDV (note 22)	(164 141)	-
Charge de rémunération relative à un prêt-employé pour achat d'actions (note 23)	(107 821)	-
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	(9 322)	(83 654)
Autres revenus	24 150	217 158
	(1 826 893) \$	350 771 \$

8. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Le tableau suivant indique les composantes de la charge de restructuration:

	2007
Indemnités de départ	171 403 \$
Autres frais	52 468
	223 871 \$

Le 21 décembre 2007, la société a procédé à la fermeture de son usine de fabrication située à Laval, Québec. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, la société a constaté des charges liées à cette restructuration de 223 871 \$, dont 171 403 \$ sont liés aux indemnités de départ. Le terrain et le bâtiment situés à cet emplacement ainsi que l'emprunt qui y est associé ont été reclassés comme actifs et passifs destinés à la vente (voir note 11).

9. DÉBITEURS

	2007	2006
Comptes clients libellés en dollars canadiens	3 812 643 \$	4 774 612 \$
Comptes clients libellés en dollars américains	5 548 051	5 493 662
	9 360 694	10 268 274
Provision pour créances douteuses	(782 549)	(679 723)
	8 578 145	9 588 551
Taxes à la consommation à recevoir	302 792	545 898
Autres débiteurs	43 133	47 021
	8 924 070 \$	10 181 470 \$

10 . STOCKS

	2007	2006
Matières premières et sous-assemblages	8 651 892 \$	7 935 854 \$
Produits en cours	335 451	503 363
Produits finis	694 794	1 235 116
	9 682 137 \$	9 674 333 \$

11 . ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE ET EMPRUNT À LONG TERME LIÉ À DES ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE

Les éléments d'actif destinés à la vente et un emprunt à court terme lié à ces actifs présentés dans le bilan s'établissent comme suit :

	2007
Actif	
Terrain et bâtiment	2 846 518 \$
Passif	
Emprunt venant à échéance en mai 2008 (note 19)	3 750 000 \$

Le 11 octobre 2007, la société a annoncé la fermeture de son usine de Laval, prenant effet le 21 décembre 2007, et le transfert de sa production à son usine de Brampton en Ontario et à celle d'un apparenté à Huizhou en Chine. Cette fermeture engendre la mise en vente de l'immeuble de Laval et du remboursement de l'emprunt qui y est associé.

12 . IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Machinerie et outillage	7 212 728 \$	6 204 019 \$	1 008 709 \$
Mobilier et agencements	768 941	679 852	89 089
Matériel roulant	273 705	111 672	162 033
Matériel informatique	876 029	690 435	185 594
Améliorations locatives	1 308 825	958 091	350 734
	10 440 228 \$	8 644 069 \$	1 796 159 \$

Au 31 décembre 2007, le matériel informatique inclut des actifs en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 63 070 \$ et un amortissement cumulé de 35 204 \$.

	2006		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrain	540 000 \$	- \$	540 000 \$
Bâtiment	2 769 148	376 331	2 392 817
Machinerie et outillage	7 144 029	5 920 805	1 223 224
Mobilier et agencements	762 936	658 028	104 908
Matériel roulant	285 862	73 661	212 201
Matériel informatique	826 504	621 906	204 598
Améliorations locatives	1 273 450	889 849	383 601
	13 601 929 \$	8 540 580 \$	5 061 349 \$

Au 31 décembre 2006, le matériel roulant ainsi que le matériel informatique incluent des actifs en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 97 301 \$ et un amortissement cumulé de 54 863 \$.

SAVARIA CORPORATION

 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 AUX 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

13 . FRAIS DE DÉVELOPPEMENT REPORTÉS

	2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Frais de développement reportés (note 30)	1 055 483 \$	371 992 \$	683 491 \$
	2006		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Frais de développement reportés (note 30)	794 309 \$	282 508 \$	511 801 \$

14 . AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2007			2006
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Licences d'exploitation	299 932 \$	- \$	299 932 \$	309 936 \$
Listes de clients	983 047	249 457	733 590	918 800
Logiciels	765 973	576 866	189 107	129 387
	2 048 952 \$	826 323 \$	1 222 629 \$	1 358 123 \$

15 . PLACEMENTS

	2007	2006
Placements temporaires		
Papier commercial (valeur marchande en 2006 de 988 586 \$)	- \$	988 586 \$
Placements à long terme		
Papier commercial adossé à des actifs émis par des tiers (valeur marchande, voir ci-dessous)	2 719 929	-
	2 719 929 \$	988 586 \$

La société détient des placements pour un montant de 2 973 900 \$ (3 000 000 \$ US) qui sont investis dans du papier commercial adossé à des actifs (« PCAA ») émis par SLATE Trust et ROCKET Trust. Ces PCAA qui avaient une cote « R1-(high) » selon Dominion Bond Rating Services (« DBRS ») au moment de leur acquisition, répondaient aux critères de placement de la société. Les échéances des PCAA que la société détient s'échelonnaient du 30 août au 5 septembre 2007. Les paiements prévus n'ont pas été effectués et il n'existe actuellement aucun marché actif pour ces PCAA.

Le marché canadien des PCAA émis par des tiers a souffert d'une crise de liquidité au milieu du mois d'août 2007, après quoi un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'Accord de Montréal (l'« Accord »), d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendus par 23 émetteurs de conduits. Les participants à l'accord ont également conclu une entente de principe au sujet de la conversion des placements en PCAA en instruments financiers à long terme assortis d'échéances correspondant aux actifs sous-jacents. Un comité d'investisseurs pancanadien a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire. Le 23 décembre 2007, on annonçait qu'un plan de restructuration devrait être complété d'ici le mois de mars 2008. La société n'est pas signataire de l'accord. La société évalue ses solutions et recours afin de récupérer la pleine valeur de ces PCAA émis par des tiers.

Il y a actuellement une incertitude quant à l'incidence qu'aura le plan de restructuration retenu sur ces titres ainsi que sur l'estimation de la valeur et les mouvements des flux de trésorerie dans de telles circonstances. Par conséquent, la société a évalué, au meilleur de ses connaissances, les conditions du marché en date du 31 décembre 2007, a estimé la juste valeur de ces titres à l'aide d'un modèle d'évaluation basé sur une approche pondérée des probabilités et a présenté ces PCAA de tiers dans les placements à long terme. L'évaluation de chacun des conduits est toutefois limitée en raison du manque d'information disponible sur les actifs sous-jacents, car cette information n'a pas été divulguée par les conduits.

15 . PLACEMENTS (suite)

À la suite de l'évaluation, la société a enregistré une provision pour perte de valeur de 253 971 \$ (219 812 \$, déduction faite des impôts) relative aux placements dans des PCAA émis par des tiers reflétant l'estimation faite par la société de la diminution de la juste valeur de ces placements au 31 décembre 2007, laquelle comprend une provision pour sa part estimative des coûts de restructuration associés à l'accord. L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA émis par des tiers effectuée par la société au 31 décembre 2007 est entourée d'incertitude. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux hypothèses pourraient avoir une incidence sur la valeur des titres de PCAA émis par des tiers au cours des prochains trimestres. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la juste valeur définitive de ces placements s'écarte des meilleures estimations actuelles de la direction et cet écart pourrait influencer sur les résultats financiers de la société.

Le 15 octobre 2007, la société a conclu une entente de financement temporaire avec sa banque afin d'assurer la disponibilité suffisante de liquidités pour respecter ses obligations financières en attendant le règlement des placements PCAA. Les PCAA ont été mis en garantie pour cette facilité de crédit d'un montant de 3 000 000 \$ qui était entièrement utilisée au 31 décembre 2007. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel moins 1,5 % et doit être remboursée en totalité dès que les PCAA pourront être vendus.

16 . PRÊTS À LONG TERME

	2007	2006
Prêt à long terme participatif issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située aux Émirats arabes unis. Le montant original du prêt est de 99 130 \$ (100 000 \$ US) versé en 2004. Le solde du prêt au 31 décembre 2007 est de 24 783 \$ (25 000 \$ US). Le prêt est remboursable en quatre versements annuels de capital, plus redevances annuelles si l'entreprise respecte certaines conditions, échéant en décembre 2008.	24 783 \$	58 270 \$
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant original du prêt est de 198 260 \$ (200 000 \$ US), dont 99 130 \$ (100 000 \$ US) ont été versés en 2005 et 99 130 \$ (100 000 \$ US) ont été versés en janvier 2006. Le solde de prêt au 31 décembre 2007 est de 158 608 \$ (160 000 \$ US). Le prêt est remboursable en dix paiements annuels égaux qui ont débuté en juin 2006.	158 608	209 772
Solde à recevoir sans intérêt sur conversion de débiteurs d'une entreprise située aux États-Unis. Le montant original du prêt résultant de la conversion effectuée en mars 2006 est de 188 757 \$ (190 414 \$ US). Le prêt a été remboursé en 2007.	-	140 330
Solde à recevoir avec intérêt au taux de 4,23 % sur conversion de débiteurs d'une entreprise située aux États-Unis. Le montant original du prêt résultant de la conversion effectuée en septembre 2007 est de 143 739 \$ (145 000 \$ US). Le solde du prêt au 31 décembre 2007 est de 124 335 \$ (125 426 \$ US). Remboursable en 29 versements mensuels égaux de 5 250 \$ US, capital et intérêts, débutant en septembre 2007.	124 335	-
	307 726	408 372
Moins la portion recevable à court terme	102 927	160 825
	204 799 \$	247 547 \$

Les versements exigibles sur le prêt à long terme au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2008	2009	2010	2011	2012	après 2012
102 927 \$	80 657 \$	25 012 \$	19 826 \$	19 826 \$	59 478 \$

SAVARIA CORPORATION

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

17 . EMPRUNTS BANCAIRES

La société a signé une entente avec une institution financière pour une marge de crédit de 1 500 000 \$ pour sa filiale Van-Action (2005) inc. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 %. Une hypothèque mobilière de Van-Action pour un montant de 3 000 000 \$ sur certains biens de la filiale, une garantie selon l'article 427 de la loi des banques sur les inventaires ainsi qu'un cautionnement de la société mère pour un montant de 250 000 \$ ont été donnés en garantie. Au 31 décembre 2007, le solde de la marge de crédit s'élevé à 250 000 \$ (650 000 \$ en 2006).

De plus, la société a signé une entente avec une institution financière pour une marge de crédit de 7 000 000 \$ pour sa filiale Ascenseurs Savaria Concord inc. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel. Une hypothèque mobilière de premier rang de 9 075 000 \$ et un contrat de sûreté de premier rang dans la province d'Ontario, tous deux grevant l'universalité des stocks et des créances de la filiale, présents et futurs, ainsi qu'une garantie selon l'article 427 de la loi des banques sur les inventaires ont été donnés en garantie. Au 31 décembre 2007, le solde de la marge de crédit s'éleve à 690 000 \$ (non utilisée en 2006).

18 . CRÉDITEURS

	2007	2006
Fournisseurs et frais courus libellés en dollars canadiens	5 004 242 \$	5 259 901 \$
Fournisseurs et frais courus libellés en dollars américains et autres devises	680 547	1 026 309
Salaires et déductions à la source	572 343	191 258
Vacances courus	304 800	330 186
Dépôts clients	258 664	381 718
	6 820 596 \$	7 189 372 \$

19 . DETTE À LONG TERME

	2007	2006
Emprunt d'un montant original de 5 000 000 \$, 5,3 %. Une hypothèque immobilière sur un immeuble de la société ayant une valeur comptable de 2 846 518 \$ ainsi qu'une hypothèque mobilière sur l'équipement, l'outillage et le mobilier de bureau de Ascenseurs Savaria Concord Inc. ayant une valeur comptable de 265 811 \$ ont été donnés en garantie. Remboursable par versements semestriels de 250 000 \$, capital et intérêts, renouvelable en mai 2008. La dette est reclassée comme emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente au 31 décembre 2007 (voir note 11).	- \$	4 250 000 \$
Emprunt d'un montant original de 569 998 \$ (575 000 \$ US), 9,5 %. De la machinerie ayant une valeur nette comptable de 513 954 \$ a été donnée en garantie. Remboursable par versements mensuels de 11 971 \$ (12 076 \$ US), capital et intérêts, venant à échéance en décembre 2010. La dette a été remboursée par anticipation en janvier 2008.	373 709	560 178
Emprunt d'un montant original de 500 000 \$. Cet emprunt se divise en deux portions : une première portion de 250 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,0 % et une deuxième portion de 250 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,0 %. Remboursable par versements mensuels de 10 417 \$ plus les intérêts, venant à échéance en avril 2010. Une hypothèque mobilière de Van-Action pour un montant de 3 000 000 \$ sur certains biens de la filiale, une garantie selon l'article 427 de la loi des banques sur les inventaires ainsi qu'un cautionnement de la société mère pour un montant de 250 000 \$ ont été donnés en garantie.	291 666	416 667
Emprunts en vertu de contrats de location-acquisition pour un montant original total de 63 070 \$, au taux d'intérêt de 10,8 %. Du matériel informatique ayant une valeur nette comptable totale de 27 866 \$ a été donné en garantie. Remboursables par versements mensuels de 1 547 \$ jusqu'en janvier 2008 et de 403 \$ par la suite, capital et intérêts, venant à échéance entre janvier 2008 et décembre 2009.	9 799	38 707
	675 174	5 265 552
Versements exigibles à court terme	244 212	770 382
	430 962 \$	4 495 170 \$

SAVARIA CORPORATION

 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 AUX 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

19 . DETTE À LONG TERME (suite)

Les versements exigibles sur la dette à long terme à l'exception des contrats de location-acquisition au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2008	2009	2010
238 977 \$	250 289 \$	176 109 \$

Les paiements minimaux exigibles à l'égard des engagements en vertu de contrats de location-acquisition sont les suivants

Exercices se terminant les 31 décembre :	2008	5 978 \$
	2009	4 833
		<u>10 811</u>
Moins les intérêts (taux moyen pondéré de 10,8 %)		<u>1 012</u>
		9 799
Moins la portion à court terme		<u>5 235</u>
		<u><u>4 564 \$</u></u>

20 . IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS FUTURS
A) Impôts futurs

Les incidences fiscales des écarts temporaires qui donnent lieu à des parties importantes des actifs et des passifs d'impôts futurs sont comme suit :

	2007	2006
ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS À COURT TERME		
Report prospectif de pertes	794 113 \$	1 470 654 \$
Provision pour garanties	83 813	84 045
Frais d'inscription à la Bourse	26 907	56 936
Provisions non déductibles	15 670	49 755
Crédits d'impôt à l'investissement	(6 407)	(20 587)
Contrats de change	(4 390)	-
Autres	2 515	2 150
	<u>912 221 \$</u>	<u>1 642 953 \$</u>
ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS À LONG TERME		
Report prospectif de pertes	3 525 360 \$	3 170 670 \$
Provision pour stocks	220 971	263 418
Provision pour garanties	139 380	155 825
Autre passif à court terme	-	105 672
Frais d'inscription à la Bourse	26 907	55 556
Gain de change non réalisé	(15 212)	(6 100)
Immobilisations corporelles	(54 480)	(79 595)
Frais de développement reportés	149 477	(73 114)
Crédits d'impôt à l'investissement	(121 081)	-
Provision pour dévaluation – report prospectif de pertes	(425 851)	(425 851)
Autres éléments d'actif	(135 327)	(198 492)
Autres	2 515	20 556
	<u>3 312 659 \$</u>	<u>2 988 545 \$</u>

SAVARIA CORPORATION

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

20 . IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS FUTURS (suite)

B) Impôts sur les bénéfices

Les provisions pour impôts sur les bénéfices se composent des éléments suivants :

	2007	2006
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	222 095 \$	3 447 756 \$
Provision pour impôts sur les bénéfices selon le taux d'imposition statutaire fédéral et provincial de 33 % (33 % en 2006)	73 291 \$	1 137 759 \$
Réduction de l'actif d'impôt futur résultant de la diminution des taux d'impôts du budget et de l'énoncé fédéral de 2007 (budget fédéral en 2006)	252 711	193 888
Dépenses déductibles sur le plan fiscal à concurrence de 50 %	88 077	-
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions, non déductible	80 297	69 654
Avantage des pertes nettes d'exploitation d'une EDDV non constatées	54 560	-
Avantage des pertes nettes d'exploitation d'une filiale non constatées et dévaluation des pertes antérieures constatées	-	174 165
Autres	(2 914)	(31 966)
	546 022 \$	1 543 500 \$
IMPÔTS EXIGIBLES ET FUTURS		
Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :		
Exigibles	143 794 \$	325 689 \$
Futurs	402 228	1 217 811
	546 022 \$	1 543 500 \$

C) Pertes reportées

Au 31 décembre 2007, la société avait des pertes nettes d'exploitation reportées canadiennes, au Québec et en Ontario, de 11 939 000 \$ (13 192 000 \$ en 2006), 12 002 000 \$ (13 309 000 \$ en 2006) et de 10 739 000 \$ (11 282 000 \$ en 2006), respectivement. Ces pertes reportées viennent à échéance à diverses dates entre 2009 et 2027.

Au 31 décembre 2007, la société avait des pertes nettes d'exploitation reportées du gouvernement fédéral américain de 843 000 \$ (850 000 \$ US) et des états de 873 000 \$ (881 000 \$ US). Au 31 décembre 2006, les montants de ces pertes reportées étaient de 851 000 \$ (859 000 \$ US) et de 889 000 \$ (897 000 \$ US), respectivement. Aucun actif d'impôts futurs n'a été comptabilisé aux livres sur ces pertes. Celles-ci viennent à échéance à diverses dates entre 2014 et 2027.

21 . PROVISION POUR GARANTIES

Dans le cours normal de ses activités, la société prend en charge certains frais d'entretien et de réparation en vertu des garanties offertes sur les produits qu'elle vend. Les garanties ont une durée de vingt-quatre (24) à trente-six (36) mois. Au cours de l'exercice, la société a diminué sa provision de 34 673 \$ (augmenté de 192 289 \$ en 2006). Cette charge est cumulée au passif à court terme et à long terme sous les rubriques Provision pour garanties. La direction établit cette provision en se fondant sur son expérience antérieure. Il est donc possible que les conditions changent et que cela nécessite un changement important dans les montants constatés.

22 . ENTITÉ À DÉTENTEURS DE DROITS VARIABLES

La société a inclus une EDDV à son périmètre de consolidation au 31 décembre 2007. L'entité en question est détenue par un apparenté à la société et cette dernière prévoit le transfert du capital-actions à la société au cours du premier semestre de 2008. L'entité, située en Chine, effectue de l'assemblage de pièces et de produits finis pour le compte de la société et de ses filiales.

SAVARIA CORPORATION

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

22 . ENTITÉ À DÉTENTEURS DE DROITS VARIABLES (suite)

Le tableau ci-après indique l'incidence par poste du bilan au 31 décembre 2007 :

	2007
Actif	
Trésorerie et équivalents	10 236 \$
Stocks	74 710
Frais payés d'avance	111 440
Immobilisations corporelles	93 231
Autres éléments d'actif	2 146
	291 763 \$
Passif	
Créditeurs	131 541 \$
Revenus reportés	213 122
	344 663
Capitaux propres	
Apport d'une EDDV	111 241
Déficit (note 7)	(164 141)
	(52 900)
	291 763 \$

Les passifs constatés à la suite de la consolidation de cette EDDV ne constituent pas des droits additionnels sur les actifs généraux de la société. Ils représentent plutôt des droits sur des actifs précis de l'EDDV consolidée. Inversement, les actifs constatés à la suite de la consolidation de cette EDDV ne constituent pas des actifs additionnels qui pourraient être utilisés pour honorer les droits sur les actifs généraux de la société. De plus, la consolidation de cette EDDV n'a entraîné aucun changement dans le risque fiscal ou juridique ni le risque de crédit sous-jacents de la société.

23 . CAPITAL-ACTIONS

A) Autorisé :

Nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote, participantes et sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

Nombre illimité d'actions privilégiées de deuxième rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

Le 14 septembre 2005, la société avait émis 4 249 984 actions ordinaires au prix de 1,40 \$ pour l'acquisition de Concord. Le prix des actions était basé sur le cours du marché en vigueur à la date d'acquisition, lequel a été escompté pour tenir compte d'une restriction de vente de deux ans dont un tiers a été libéré en septembre 2007 et les deux autres tiers pourront être libérés en septembre 2008 et 2009, respectivement. Du nombre total émis, 500 000 actions à 1,50 \$ l'action sont toujours sous écrou afin de protéger la société contre des poursuites ou paiements éventuels provenant d'événements antérieurs à la date d'acquisition.

Au premier trimestre, la société a émis 475 000 actions ordinaires à la suite de l'exercice de droits d'achat d'actions au prix de 1 \$ l'action; en contrepartie, un prêt à long terme de 250 000 \$ a été émis à un administrateur, qui est aussi un employé, générant un encaissement net de 225 000 \$. Ce prêt à long terme a été porté en diminution de l'émission de capital-actions et le nombre d'options en circulation a été augmenté de 250 000 options (note 26). Une charge de rémunération de 107 821 \$ a été calculée sur ces options, considérées comme en circulation, et inscrite au poste Autres revenus et charges. Éventuellement, le capital-actions augmentera d'un montant correspondant aux remboursements sur le prêt et le nombre d'options en circulation sera réduit en conséquence. Ce prêt porte intérêt au taux annuel de 5 % et est garanti par 200 000 actions ordinaires de la société.

Émis :

2007	Actions ordinaires	
	Nombre	Montant
Solde au 31 décembre 2006	28 598 414	16 244 789 \$
Exercice de droits d'achat d'actions	475 000	475 000
Annulées à la suite du rachat public d'actions	(911 000)	(519 874)
	28 162 414	16 199 915 \$
Renversement de l'exercice de droits d'achat d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé	(250 000)	(250 000) \$
Solde au 31 décembre 2007	27 912 414	15 949 915 \$

SAVARIA CORPORATION

 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 AUX 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

23 . CAPITAL-ACTIONS (suite)

Le 29 septembre 2006, la société a signé un amendement à la convention d'achat d'une liste de clients dans a région de Toronto. Le prix d'achat qui a déjà été versé, a été révisé à 125 000 \$. Les 70 755 actions à 1,40 \$ qui devaient être versées ont donc été renversées entraînant une diminution des actifs incorporels de 74 057 \$ et une diminution des débiteurs de 25 000 \$.

Le 4 octobre 2006, 483 532 actions sous écrou à 1,40 \$ ont été annulées à la suite d'un ajustement du prix d'achat d'acquisition de Concord. En 2005, 4 249 984 actions avaient été émises. Le nombre total d'actions émises dans le cadre de cette acquisition est donc de 3 766 452 actions.

2006	Actions ordinaires	
	Nombre	Montant
Solde au 31 décembre 2005	29 774 001	17 376 734 \$
Ajustement du prix d'achat d'acquisition d'entreprise (note 4)	(483 532)	(676 945)
Ajustement du prix d'achat d'une liste de clients	(70 755)	(99 057)
Annulées à la suite du rachat public d'actions	(621 300)	(355 943)
Solde au 31 décembre 2006	28 598 414	16 244 789 \$

B) Le tableau suivant présente le rapprochement du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation pour le calcul du bénéfice net de base et dilué par action :

	2007	2006
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	28 283 564	29 454 272
Effet des titres potentiellement dilutifs		
Options d'achat d'actions	87 312	214 805
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour le calcul du résultat dilué par action	28 370 876	29 669 077

24 . SURPLUS D'APPORT

	2007	2006
Solde au début de l'exercice	1 297 822 \$	1 088 274 \$
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions	242 079	209 548
Solde à la fin de l'exercice	1 539 901 \$	1 297 822 \$

25 . CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	2007
Pertes non réalisées sur contrats de change à l'adoption du chapitre 3865, <i>Couvertures</i> , déduction faite des impôts de 43 095 \$	(86 828) \$
Variation des autres éléments du résultat étendu de l'exercice	96 447
Gains non réalisés sur contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts de 4 390 \$	9 619 \$

26 . RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

Aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains salariés et administrateurs de la société, le conseil d'administration peut, à son gré, attribuer à certains salariés et administrateurs de la société des options leur permettant d'acquérir des actions de la société. Le prix d'exercice est déterminé par le conseil d'administration. Les droits d'exercice deviennent généralement acquis dans une période variant entre un an et quatre ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être levées dans un délai maximal de six ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. La valeur de chaque option est estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes avec les hypothèses ci-dessous :

	2007						
	Nombre d'options						Total
	79 000	50 000	100 000	100 000	100 000	250 000	
Taux d'intérêt sans risque	4,22 %	4,22 %	4,50 %	4,62 %	3,87 %	4,23 %	4,27 %
Rendement en dividende de l'action	3,99 %	3,99 %	3,99 %	3,99 %	3,99 %	3,99 %	3,99 %
Volatilité prévue	35 %	35 %	35 %	35 %	35 %	35 %	35 %
Durée prévue	3 ans	5 ans	3 ans	5 ans	5 ans	3 ans	de 3 à 5 ans

	2006		
	Nombre d'options		Total
	100 000	50 000	
Taux d'intérêt sans risque	3,88 %	4,18 %	4,00 %
Rendement en dividende de l'action	1,53 %	1,12 %	1,39 %
Volatilité prévue	40 %	40 %	40 %
Durée prévue	1 an	4 ans	de 1 à 4 ans

La juste valeur estimative des options attribuées en 2007 s'élève à 442 226 \$ (55 969 \$ en 2006). Cette valeur est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition des droits d'exercice en question.

Le coût de rémunération total de 242 078 \$ (209 548 \$ en 2006) pour les attributions d'options d'achat d'actions au profit des salariés et des administrateurs a été porté au crédit du surplus d'apport.

	2007		2006	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début de l'exercice	1 491 500	1,60 \$	1 448 000	1,61 \$
Attribuées	429 000	1,79 \$	150 000	1,68 \$
Exercées	(225 000)	1,00 \$	-	s. o.
Expirées	(178 000)	2,00 \$	(106 500)	1,90 \$
En circulation à la fin de l'exercice	1 517 500	1,70 \$	1 491 500	1,60 \$
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	1 004 667	1,65 \$	1 065 917	1,47 \$

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les options d'achat d'actions pouvant être exercées après le 1^{er} janvier 2008 :

2007			2006		
Prix d'exercice	Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante	Prix d'exercice	Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante
1,35	100 000	4,9 ans	1,60	57 500	4,0 ans
1,59	100 000	4,6 ans	1,65	50 000	4,7 ans
1,60	38 333	3,0 ans	1,75	3 333	2,4 ans
1,65	37 500	3,7 ans	1,80	25 000	4,5 ans
1,80	25 000	3,5 ans	2,00	265 250	2,9 ans
1,96	25 000	2,2 ans	2,07	22 000	1,7 an
2,00	70 000	2,9 ans	2,50	2 500	1,6 an
2,15	117 000	2,9 ans	s. o.	s. o.	s. o.
de 1,35 \$ à 2,15 \$	512 833	3,7 ans	de 1,60 \$ à 2,50 \$	425 583	3,3 ans

27 . OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La société a comptabilisé un montant de 59 600 \$ (48 856 \$ en 2006) pour des services rendus par une entité dont un associé est un administrateur de la société. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par la société et les apparentés.

28 . ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS

La société a conclu des ententes pour la location de certains de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipements représentant un engagement total de 6 928 616 \$ (7 672 291 \$ en 2006). Les paiements minimaux futurs exigibles en vertu de ces contrats de location-exploitation calculés au 31 décembre 2007, s'établissent comme suit :

2008 – 1 611 908 \$ 2009 – 1 639 296 \$ 2010 – 1 660 341 \$ 2011 – 1 224 686 \$ 2012 – 789 727 \$ Après 2012 – 2 658 \$

29 . INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents, des placements temporaires, des débiteurs, des prêts à long terme, des créditeurs ainsi que de la dette à long terme se rapproche de leur juste valeur, étant donné que ces éléments viennent à échéance à court terme ou sont à des taux ne différant pas de façon importante des taux courants du marché.

Risque de crédit

La trésorerie et les équivalents de la société sont détenus ou émis par des institutions financières « high-credit quality ». Ainsi, la société considère que le risque de non performance de ces instruments est négligeable.

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. La société n'exige généralement pas de caution.

Pour les autres créances, la société évalue, de façon continue, les pertes probables et constitue une provision pour pertes en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative (voir note 15).

La société minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Risque de change

La société réalise approximativement 58 % (58 % en 2006) de son chiffre d'affaires en monnaie étrangère et est par conséquent exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. Afin de réduire ces risques, elle utilise des instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme. Ces contrats confèrent à la société l'obligation de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

2007 Échéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en dollars américains)
de 0 à 12 mois	Vente	0,9935	6 000 000 \$

2006 Échéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en dollars américains)
de 0 à 12 mois	Vente	1,1454	6 200 000 \$

La juste valeur des instruments financiers dérivés reflète en général les montants estimatifs que la société paierait ou recevrait lors du règlement des contrats à la date de clôture de l'exercice.

La juste valeur des instruments financiers s'établit comme suit :

	2007	2006
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur contrats de change à terme	14 009 \$	(129 923) \$

Les gains et les pertes sur les instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont constatés dans les résultats pendant la même période que les opérations sous-jacentes. Les variations de la juste valeur des instruments financiers non désignés dans des relations de couverture sont constatées dans les résultats immédiatement.

SAVARIA CORPORATION

 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 AUX 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

29 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Les gains et les pertes sur les instruments financiers ont été constatés de la manière suivante aux états financiers :

	2007	2006
Gains de change provenant des relations de couverture	225 280 \$	171 725 \$
Gains (pertes) de change sur les soldes monétaires libellés en dollars américains	(1 152 121)	179 119
Total des gains (pertes) de change constatés aux Autres revenus et charges	(926 841)	350 844
Gains (pertes) de change provenant des relations de couverture constatés au Chiffre d'affaires	410 964	(28 900)
	(515 877) \$	321 944 \$

La société ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

Risque du taux d'intérêt

Le risque auquel la société est exposé en matière de taux d'intérêt s'établit comme suit :

Encaisse CAD	Taux préférentiel moins 2,25 %
Encaisse USD	Taux préférentiel moins 4,50 %
Débiteurs	Non productifs d'intérêts
Prêt à long terme aux Émirats arabes unis	Sans intérêt et participatif
Prêts à long terme aux États-Unis	Entre 0 % et 4,23 %, non participatif
Fournisseurs et autres créditeurs	Aucune charge
Emprunt à court terme	Taux préférentiel moins 1,50 %
Emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente	5,30 %
Dettes à long terme	Taux préférentiel majoré de 1,00 % et entre 9,50 % et 10,80 %

30 . SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES

Au cours de l'exercice, la société a comptabilisé des crédits d'impôt pour la recherche et le développement s'élevant à 603 821 \$ (116 925 \$ en 2006). Ces crédits, dont 166 182 \$ n'ayant pas encore fait l'objet de cotisation par les autorités fiscales, ont été comptabilisés comme suit :

	2007	2006
En réduction des frais de développement reportés	452 767 \$	116 925 \$
En réduction des frais de vente et d'administration	151 054	-
	603 821 \$	116 925 \$

31 . INFORMATION SECTORIELLE

La société est structurée selon deux secteurs d'exploitation, le premier étant celui de la fabrication et de l'installation d'équipements résidentiels et commerciaux pour personnes à mobilité restreinte (Accessibilité) et le deuxième étant celui de la conversion et de l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes handicapées (Transport adapté).

Les conventions comptables qui s'appliquent aux secteurs isolables sont les mêmes que celles décrites dans les principales conventions comptables.

Les informations par secteur d'exploitation se détaillent comme suit:

	2007			2006		
	Accessibilité	Transport adapté	Total	Accessibilité	Transport adapté	Total
Chiffre d'affaires	48 907 992 \$	8 611 698 \$	57 519 690 \$	51 343 875 \$	8 954 450 \$	60 298 325 \$
Bénéfice d'exploitation	1 871 450	177 538	2 048 988	2 787 134	309 851	3 096 985
Bénéfice (perte) net(te)	(435 257)	111 330	(323 927)	1 650 203	254 053	1 904 256
Actifs	35 865 568	2 839 112	38 704 680	36 865 201	3 395 493	40 260 694
Amortissements	913 926	49 975	963 901	1 212 273	63 760	1 276 033
Dépenses en capital	206 190	9 920	216 110	214 962	24 640	239 602

31 . INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Les informations par secteur géographique se détaillent comme suit :

	Ventes		Immobilisations corporelles, autres éléments d'actif et écart d'acquisition	
	2007	2006	2007	2006
États-Unis	30 912 313 \$	31 559 398 \$	448 627 \$	458 630 \$
Canada	22 887 455	24 406 793	3 076 391	6 457 246
Europe et autres	3 719 922	4 332 134	-	-
	57 519 690 \$	60 298 325 \$	3 525 018 \$	6 915 876 \$

32 . ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 12 décembre 2007, la société a accepté une offre d'achat des actifs destinés à la vente. En vertu de cette entente, la société recevrait un montant de 4 900 000 \$, déduction faite des frais de vente, engendrant un gain à la cession de l'ordre de 2 053 482 \$ (1 487 908 \$, déduction faite des impôts) qui sera reconnu lors de la vente. Cette offre expire le 4 avril 2008.

33 . CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.